
Max Weinreich et Samuel D. Kassow, Hitler et les professeurs

Michel Enaudeau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/temoigner/1038>

DOI : 10.4000/temoigner.1038

ISSN : 2506-6390

Éditeur :

Éditions du Centre d'études et de documentation Mémoire d'Auschwitz, Éditions Kimé

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2014

Pagination : 184-185

ISBN : 978-2-84174-674-3

ISSN : 2031-4183

Référence électronique

Michel Enaudeau, « Max Weinreich et Samuel D. Kassow, Hitler et les professeurs », *Témoigner. Entre histoire et mémoire* [En ligne], 118 | 2014, mis en ligne le 01 octobre 2015, consulté le 23 octobre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/temoigner/1038> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/temoigner.1038>

Librairie

SECRET D'ENFANCE

Jean-Claude Snyders

Paris, Le Manuscrit, 2012, 317 p.

Ce nouveau livre de Jean-Claude Snyders prend la forme d'un récit. Sur le mode d'une parabole, il commence à raconter la vie d'un homme étrange qui s'isole dans un paysage, dans des habitudes, dans ses pensées, dans son silence. Bref, il tait sa souffrance. Peut-être lui est-il arrivé des choses si sombres qu'il s'abstient de les considérer : « Y a-t-il un seul être dont il souhaiterait la proximité ? », se demande alors l'auteur du livre, frère de centaines de milliers d'autres dont les parents ont été déportés dans des camps par les nazis.

Curieusement, l'émotion que pourrait éprouver, voire manifester cet homme, si étrange qu'il en semble étranger, devient pour lui une faiblesse, tout soutien amical, un leurre, pour ne pas l'appeler une ruse. Même l'affection de son enfant lui inspire de la méfiance. Elle risque de le faire changer, de briser son isolement, son refuge. Cet homme, c'est, pour ainsi dire, le fantôme de Georges Snyders, le père de l'auteur, déporté à Auschwitz durant la Seconde Guerre mondiale.

Ce livre pourrait rester un témoignage, celui de ces enfants confrontés au silence de leurs parents sur leur séjour dans les camps de déportation et d'extermination nazis. Mais il est bien plus que cela, car il a valeur d'introspection, de plongée en soi-même et, à ce titre, valeur universelle : celle du secret enserré dans l'enfance. L'enfance de l'auteur débute par un sentiment de culpabilité, un premier « péché » : quel mal t'ai-je fait, se demande l'enfant confronté au silence du père : « puisque le mal est en moi, même si je m'y efforce je ne peux pas cesser d'être mauvais » [p. 48], pense-t-il. La colère de ce père est le Jour de la colère. Ce fils porte aussi en lui une mission. Celle de venir à son secours, d'atténuer son mal, celui d'avoir été humilié, blessé, détruit.

La scène se renverse, plus tard, lorsque l'enfant, devenu père à son tour, est entouré de ses propres enfants et qu'à leur contact, il repense à cette partie

de sa vie. Ce n'est déjà plus sa propre enfance qu'il revisite, mais l'enfance en soi. Ce lieu des espoirs et des désespoirs, des amours et des haines, des désirs et des interdictions, des larmes et des rires. Jean-Claude Snyders développe ainsi, à partir de cette grande souffrance incompréhensible pour lui, une réflexion sur la genèse des passions d'amour et de haine, d'affection et de détestation. Il les tire des plus petites expériences de la vie quotidienne ou des plus grands événements de l'histoire : « Les choses hideuses que j'ai perçues jadis, écrit-il, qui sont entrées en moi, m'ont convaincu de mon horreur profonde ; depuis longtemps j'essaie d'enlever de moi cette horreur, sans y parvenir. » [p. 131]

Ce n'est pas le moindre intérêt du livre de Jean-Claude Snyders que de décrire le chemin qui conduit de ces terribles souvenirs à une forme de dépassement, peut-être de résurrection, chemin caillouteux, dans un paysage austère, exposé aux vents et aux rafales des épreuves et des passions. Ces souvenirs incluent pourtant la tendresse, la bienveillance, l'affection d'un père pour son enfant. Avec, en creux dans ce message, tout ce qui a manqué à d'autres enfants dont les pères ne sont jamais revenus.

On l'aura compris, le livre de Jean-Claude Snyders se situe au carrefour des Mémoires, de la psychologie et de la philosophie de l'éducation. Mais au plus profond de lui-même, il est surtout une remontée vers l'espoir pour tous ceux et toutes celles qui ont souffert de la souffrance que les parents leur ont léguée. Le livre se termine sur un texte de Georges Snyders, père de l'auteur, paru dans *Le Monde* pour le cinquantième de la libération du camp d'Auschwitz. Texte terrifiant et émouvant à la fois, dans son incroyable concision. ■

André Rauch

AURAI-JE ÉTÉ RÉSISTANT OU BOURREAU ?

Pierre Bayard

Paris, Éditions de Minuit, « Paradoxe », 2013, 158 p.

La question qui fait titre en a hanté plus d'un. Dans sa formelle généralité, celle-ci est privée de toute pertinence par son abstraction. C'est pourquoi Pierre Bayard la refuse et se l'adresse très directement.

C'est elle et elle seule que son livre examine. Le prologue en guide la lecture.

De quoi l'auteur prévient-il ? De l'introduction d'un personnage dont la fonction est de le représenter lui, Pierre Bayard, tel qu'il se transporte, non une génération en arrière dans le temps et l'espace, mais en la personne de son père, né en 1922, donc âgé de dix-huit ans en 1940, étudiant en classe préparatoire au concours d'entrée à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm à Paris. Cette transposition et ce déplacement réclament celui que Bayard appelle le *personnage-délégué*. Afin d'éviter que le personnage-délégué ne soit un personnage-télguidé, trois types de précautions, qui sont autant de protections pour l'auteur, sont prises : s'informer des lois scientifiques du comportement (behaviorisme, expérience de Milgram et sa critique), se référer à des situations comparables, enfin scruter avec soin les attitudes de sa propre famille. L'hypothèse exige que le personnage-délégué se confronte à des « situations comparables » à celles que rencontrèrent des personnes réelles. Elle se conforte auprès de situations vraies auxquelles se plaît la fiction que déploie Bayard, comme le cas, peut-être mal connu, de soldats d'un bataillon allemand qui, en juillet 1942, refusent l'ordre de commettre le meurtre de masse. Le personnage-délégué reçoit une sorte de corporéité psychique grâce à la notion de « personnalité potentielle » que l'auteur, qui est aussi psychanalyste, freudien précise-t-il, associe à l'inconscient.

Pierre Bayard inscrit sa démarche et son livre dans un procès de fiction. Il tient au nombre de ses mérites le pouvoir d'approcher une vérité. Comment alors lire ce livre ? Deux ou trois manières sont suggérées comme autant d'entrées crédibles : texte sur la lecture, texte sur Dieu. Prescriptions ou recommandations dont se voit pourvu le lecteur qui, le livre achevé, acceptera, nous semble-t-il, plus aisément que le texte porte sur Dieu que sur la lecture. Mais jusqu'à quel point cette orientation avancée par l'auteur de *Comment parler des livres que l'on n'a pas lus* ? N'est pas une sorte d'impertinente fausse piste ? Tentons, pour notre part, de parler d'un livre que nous avons lu.

La question à laquelle le livre se propose de répondre prend consistance en 1940, quand Pétain devient le chef d'une France en partie occupée par les troupes et les services de l'Allemagne nazie. Que faire ? Endurer la défaite, accepter la collaboration avec la puissance militaire et idéologique occupante, ou bien, au contraire, s'y opposer, mais alors de quelle façon. Le

chroniqueur découvre qu'il est difficile de s'éloigner de la chronologie du livre qui commence par une analyse du film de Louis Malle et Patrick Modiano, *Lacombe Lucien*. On se souvient que Lucien Lacombe est un jeune homme à qui le sens de ce qui arrive reste inaccessible. Dans les quatre parties qui organisent l'ensemble, trois ordres sont repérables : un ordre conceptuel qui donne souvent son titre au chapitre (désaccord idéologique, empathie, peur, de soi). À cet ordre conceptuel correspond un choix, se présente une décision ou une non-décision, une échappatoire qui sont ceux qui s'offrent au personnage-délégué double réel-fictionnel du professeur d'université d'aujourd'hui. Choix, décision, expectative, non-choix s'adossent alors à des individus réels que l'auteur convoque, auxquels il se mesure, s'évalue. Selon les moments de l'année 1940, selon les villes où les étudiants sont envoyés-déplacés (Bordeaux, Pau, etc.), en fonction des mesures prises par le régime de Pétain (exclusion des Juifs de l'enseignement, mise en place du STO), apparaissent dans la fiction mise en œuvre les références aux hommes réels : Daniel Cordier, futur secrétaire de Jean Moulin ; Romain Gary, prix Goncourt à venir ; Les Justes de la petite ville de Chambon sur-Lignon, où vivent le pasteur Trocmé et sa femme ; Sousa Mendes, consul du Portugal à Bordeaux qui désobéissant au gouvernement de Salazar signe sans compter des visas afin que les Juifs et tous ceux qui le souhaitent quittent la France, quand dans le même temps l'auteur – à la différence de son père – intègre l'École normale supérieure dirigée par l'historien vichyste Carcopino. Ce sont toujours des cas, des personnalités, des individualités que l'auteur appelle à lui, telle Milena Jesenska qui tient tête au chef du camp de Ravensbrück. Comment ces personnalités se sont-elles tenues ; comment expliquer leur choix, rendre compte des comportements ; comment la peur du risque physique masque le motif vrai de ne rien faire ou, à l'inverse, comment se cacher du fait qu'accepter un emploi à la bibliothèque invite à se convaincre qu'on mène une action de résistance ? Ce ne sont pas les mesures anti-juives du régime de Vichy qui pousseront le personnage-délégué à s'engager tardivement dans la Résistance, mais l'obligation faite aux hommes jeunes de partir travailler en Allemagne pour les besoins économiques du Reich.

Une fois soupçonnées et invalidées les bonnes raisons d'être bonnes, c'est-à-dire les raisons commandées par l'idéologie, l'appartenance à un groupe, l'empathie, l'indignation, la culpabilité de ne rien faire sans pour

autant être capable de s'engager ou de s'approcher de l'action, on atteint ce que la dernière partie du livre cherche à cerner, « le point de bascule ». Le point de bascule ne s'arrime qu'à ce qui reste quand le rationnel, le politique, l'éthique ne l'ont pas emporté pour se déterminer. Le point de bascule se décline selon trois termes : soi-même, les autres (et non autrui, concept trop redevable à la philosophie), et Dieu.

Il faut sans doute être psychanalyste pour faire l'hypothèse de cette personnalité potentielle dont le sujet conscient n'a ni idée, ni représentation, ni anticipation, et sans doute pas le désir d'envisager ni de savoir comment il se serait tenu. Des condisciples potentiels du personnage-délégué tel Jorge Semprun, qui était comme lui étudiant en classe préparatoire, se sont engagés, ont connu torture et déportation. Plus près de nous, la guerre d'Algérie ajouterait à la fiction de Pierre Bayard les cas des appelés du contingent qui ont refusé comme Noël Favrelière d'abattre le prisonnier arabe qu'on leur confiait et ont choisi au péril de leur vie une autre voie.

On se demande quel est ce Dieu, qu'on dirait volontiers athée, dont parle Pierre Bayard si ce n'est l'énigme que nous sommes à nous-même. Il n'est pas indifférent, ou plutôt pas surprenant, que ce soit un analyste qui porte le fer au cœur de l'indécidable réponse : aurai-je été celui-ci ou celui-là, résistant ou bourreau ? Reste que la procédure bâtie pour écrire le livre paraît l'emporter sur la tentative d'apporter réponse à l'interrogation qui le motive. Car il y a dans l'entreprise de Bayard à la fois prouesse et vanité. Au sens d'un genre pictural bien connu, au sens où T.S Eliot titre « La Terre vaine » son grand poème. ■

Michel Enaudeau

FUIR LE REICH, LES RÉFUGIÉS JUIFS DE 1933 À 1946

Deborah Dwork, Robert Jan Van Pelt

Paris, Calmann Lévy/Mémorial de la Shoah, 2012, 476 p.

Le sujet du livre est le sort des Juifs qui sont parvenus à fuir l'Allemagne de 1933 à 1946. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer a priori, il ne s'agit, le plus souvent, nullement du récit de destins

de personnes rescapées, mais bien, pour reprendre la distinction de Primo Levi, de destins de personnes naufragées dans le sens d'englouties (*Sommersi*), de vies dévastées et brisées. Beaucoup des réfugiés meurent de chagrin, d'inquiétude pour les leurs, de solitude. Quelques-uns, célèbres ou inconnus, se suicident. Deborah Dwork et Robert Van Pelt décrivent pleinement un aspect de la Shoah, malgré les apparences d'une violence moins ouverte.

Sans doute *Fuir le Reich* apprendra-t-il peu aux historiens. Mais pour le plus grand nombre des lecteurs, les auteurs réunissent en un seul volume les aspects essentiels de cette histoire. Les différents moyens auxquels les nazis ont pensé pour chasser les Juifs allemands de leur pays avant d'en décider le massacre au cours de la guerre sont soigneusement présentés. On suit la dégradation de la situation des Juifs dans le Reich et les réactions d'indifférence, d'impuissance, de complicité et, parfois tout de même, de résistance dans chacun des pays du reste du monde. Le livre contient ainsi un grand nombre de mises au point sur les politiques d'accueil et plus souvent de rejet des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Union soviétique ou de la Suisse. Quelques figures héroïques apparaissent aussi tels le consul japonais en Lituanie, Chiune Sugihara, qui délivra aux Juifs des visas de transit pour le Japon ou Paul Grüninger, chef de la Police de Saint-Gall en Suisse qui donna aux réfugiés de faux papiers (ce qui lui valut une condamnation, une expulsion de la police et une vie misérable jusqu'à sa mort en 1972). Il y a aussi, parmi les gens modestes, Elisabeth Luz, cette habitante de Zurich qui organisa à partir de sa mansarde un véritable service postal entre les réfugiés juifs allemands et leurs familles. Le lecteur trouvera également dans le livre beaucoup d'informations sur l'histoire de l'OSE, l'œuvre de secours aux enfants. L'histoire des espérances sionistes – quelques fois déçues – et l'histoire de la « Patrie en Palestine » traversent tout le livre.

Un grand nombre d'histoires personnelles des victimes, souvent très émouvantes, viennent illustrer régulièrement l'histoire générale, que ce soit la destinée de personnes modestes et inconnues, que ce soit la destinée d'Albert Einstein, de Sigmund Freud ou de Stefan Zweig.

On voit ainsi, dans les premières années, la France accepter les réfugiés même dans la misère. Ce n'est pas le cas de l'Angleterre qui préfère « prendre les meilleurs » [p. 40]. De toute manière, il n'y a pas à s'inquiéter.

Les Juifs sont « comme les animaux qui, pour se protéger, changent de couleur et s'adaptent à celle de la végétation environnante. » On suit ainsi les projets de chasser les Juifs en Angola, en Rhodésie, en Guyane, à Madagascar, dans la région de Lublin ou en Russie arctique. On accompagne les exilés dans tous les pays européens dont la Suisse, mais aussi en Amérique du Sud et en Asie jusqu'à Shanghai. Le livre montre bien comment les Allemands juifs, de langue et de culture allemandes, refusent de se considérer comme une minorité et d'être concernés par les dispositions internationales en faveur des « minorités » [p. 85].

En ce qui concerne la France, les passages sur la situation des Juifs dans les camps d'internement sont accablants. Bien des récits sont déchirants comme celui de la séparation des familles quand il s'agit de faire partir des enfants d'Oloron jusqu'aux États-Unis alors que les parents sont obligés de rester à Gurs [p. 240]. C'est aussi le drame des enfants juifs qui allaient enfin partir de Marseille vers les États-Unis, mais qui perdent tout espoir d'obtenir des visas après l'Opération Torch (débarquement des Américains et des Anglais au Maroc) et se retrouvent ainsi livrés aux Allemands.

Le livre ne s'arrête pas avec la fin de la guerre et l'on voit encore des Juifs derrière les barbelés jusqu'en 1946 sans compter ceux qui, de retour en Union soviétique, y sont simplement exécutés (de même que beaucoup des anciens prisonniers de guerre). Mais, si l'on voit le général Patton traiter encore, la guerre finie, les Juifs « d'espèce de sous-hommes », son collègue Eisenhower ainsi d'ailleurs que le président Truman sont réellement bienveillants à l'égard du drame des Juifs.

Le livre s'achève sur les difficultés des survivants des camps pour accéder à la Palestine et aussi, telles des résonances de la Shoah pour tous les Juifs du monde, sur le départ des Juifs des pays arabes en particulier d'Irak où en 1951, les pogroms de Bagdad conduisent les Juifs à quitter un pays où ils vivaient depuis 2 500 ans.

Le livre est divisé de manière chronologique en quatre parties. Chaque partie est divisée en cinq chapitres autour des mêmes thèmes : les faits appuyés sur des dates, les hommes, les lieux, les papiers (passeports, visas, courrier, liste de rescapés), les problèmes. Les cartes et surtout les nombreuses photographies historiques sont particulièrement pertinentes, étroitement liées au texte, très soigneusement légendées. Bref, il s'agit d'un livre destiné à toute personne de bonne volonté et pas seulement aux spécialistes, malgré l'importance de l'appareil de notes. C'est un livre clair

dont la lecture facile est particulièrement utile pour percevoir, avec la tragédie de la déportation, un aspect de l'immense quantité de souffrance provoquée par la politique des nazis et l'indifférence ou l'impuissance des témoins dans le monde. ■

Jean-François Forges

SOLDATS, COMBATTRE, TUER, MOURIR : PROCÈS-VERBAUX DE RécITS DE SOLDATS ALLEMANDS

Sönke Neitzel, Harald Welzer

Gallimard, « NRF Essais », 2013, 640 p.

La parution en Allemagne en 2011 de ce livre coécrit par l'historien Neitzel et le psychosociologue Welzer a fait sensation. Il vient d'être traduit par Olivier Mannoni. Il faut absolument le lire si l'on s'intéresse à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale (période qui n'est précisée ni par le titre ni par le sous-titre) et de la Shoah.

Les conclusions que tirent les auteurs de leur étude peuvent être critiquées. Au départ, il y a la « chance » du chercheur qui n'est jamais due tout à fait au seul hasard. En 2001, le professeur Neitzel tombe dans les archives anglaises, sur des comptes rendus d'écoutes clandestines de prisonniers de guerre allemands – soldats et hauts gradés des trois armes – dans des camps en Grande-Bretagne. Cet espionnage de prisonniers, en violation des conventions internationales a certainement eu lieu à toutes les époques, mais à cette occasion il fut pratiqué à une échelle « industrielle ». L'historien décrit ainsi sa première impression : « Je fus littéralement aspiré dans l'univers de la guerre qui se déployait devant moi. » [p. 10] L'échantillon est très ample, il s'agit de conversations de milliers de prisonniers allemands et de quelques centaines d'Italiens.

Par la suite, Neitzel découvrit dans les archives américaines un lot de documents analogues, collectés de la même façon, deux fois plus important. Au total, ce furent donc près de cent cinquante mille pages de transcriptions de conversations authentiques, de « camarade à camarade », qu'il décida d'exploiter en

collaboration avec son collègue de l'Université de Giessen, Harald Welzer qui jouissait déjà d'une grande notoriété pour ses travaux antérieurs. On peut considérer, avec les auteurs, que les prisonniers n'étaient pas conscients d'être écoutés, qu'ils ont donc conversé librement. Le résultat est un livre très dense, d'environ six cents pages. Les auteurs procèdent d'abord à une analyse serrée du « cadre de référence » des soldats allemands, en tentant une contextualisation par rapport au III^e Reich (chapitres 1 et 2). Le chapitre 3, le plus long, aborde en une cinquantaine de rubriques tous les « sujets de conversation » de ces prisonniers pour qui la guerre est finie et qui se laissent aller : ils sont entre eux. Ils parlent de l'amusement suprême qu'est la guerre, par exemple celui de pouvoir mitrailler des civils en fuite quand on est aviateur, de couler un bateau quand on est sous-marinier, mais aussi de « l'extermination », de Stalingrad, du « Führer », de la Waffen SS, de la crainte de ce que sera l'après-guerre. La conclusion de l'ouvrage contient quant à elle des affirmations contestables. La lecture produit un effet de fascination. L'horreur est documentée, avec une rare touche d'authenticité.

Les exécuteurs, les bourreaux, parlent à leurs *alter ego* sans aucune retenue et on peut le supposer, sans dissimulation, comme ce caporal qui a exterminé des dizaines de civils au fusil mitrailleur en Belgique en 1940. Ils n'expriment évidemment pas le moindre regret. Les soldats qui sont allés sur le front russe décrivent avec complaisance les viols commis par eux-mêmes ou dont ils ont été les témoins. Sur « l'extermination » (les auteurs, pour des raisons peu convaincantes, refusent d'employer un autre terme comme « génocide » ou « Shoah »), la lecture des récits de ces « témoins oculaires » est presque insoutenable. Mais la valeur scientifique de ces documents est inestimable : on apprend par exemple que les exécuteurs touchaient une prime. Comme l'écrivent les auteurs : « il s'agit là de documents très rares venus de l'intérieur du système d'extermination. » [p. 210] L'apport décisif du livre pour la recherche est de prouver, par la restitution de ces conversations qui ne sont pas des déclarations prononcées devant des enquêteurs ou un tribunal, qu'un très grand nombre de soldats allemands savaient que les Juifs étaient exterminés dans les « terres de sang » (pour reprendre l'expression de Timothy Snyder). Rappelons que dix-sept millions de jeunes Allemands ont été incorporés entre 1939 et 1945. Citons les auteurs :

Pour résumer, on peut dire que l'extermination des Juifs est un élément de l'univers cognitif des soldats, et ce, dans une bien plus grande mesure que ne permettraient de l'attendre les études récentes sur le sujet. Il ne fait aucun doute que tous ne savaient pas tout, mais les procès-verbaux d'écoute révèlent tous les détails de l'extermination, jusqu'aux mises à mort par monoxyde de carbone et aux exhumations et incinérations tardives des corps dans le cadre de l'action 1005. Une foule de rumeurs circulaient en outre à propos de l'extermination, raison pour laquelle on peut aussi considérer, dans ce contexte, que chacun ou presque savait que les Juifs étaient tués. [p. 180]

Par ailleurs, il est remarquable que, sans doute par solidarité de situation, beaucoup de ces prisonniers allemands critiquaient le sort atroce réservé par leur armée aux prisonniers de l'Armée rouge. Cependant, le livre ne convainc pas lorsqu'il s'évertue à insister sur une « nécessaire désidéologisation » qui peut paraître un peu trop dans l'air du temps. Les auteurs sont certes très prudents, mais ils ne résistent pas toujours à la thèse en vogue de « la banalisation du mal ». Ils semblent souhaiter rabattre la conduite nazie de la guerre sur le plan plus (trop ?) général d'une « anthropologisation de la violence guerrière ». Sur cette question et sur bien d'autres que pose le volume, nous renvoyons à la remarquable et très précise analyse de Catherine Coquio sur le site fabula.org [juin-juillet 2013, vol. 14, n°5] : « C'était pendant la guerre. Et après ? » La volonté des auteurs de s'opposer aux résultats de la recherche historique la plus récente les conduit à proposer des arguments parfois douteux, comme, par exemple, celui qui infère à partir de la brièveté de l'évocation de l'extermination des Juifs par Himmler dans son discours de Posen « qu'elle n'était pas le centre mental des préoccupations des soldats ni même de la SS. » [p. 190] Ou encore cette fâcheuse tautologie : « la majorité des victimes pendant la Seconde Guerre mondiale n'a toutefois pas été celle de la Shoah (très rare occurrence du terme, Nda), mais celle de la guerre. » [p. 501] Et : « pour ce qui concerne les mentalités des soldats, on ne peut pas dire qu'ils aient mené, de leur point de vue, ni une "guerre d'extermination", ni une "guerre raciale". » [p. 356] L'expression « de leur point de vue » est le pivot de l'argumentation : à la limite, les soldats de la Wehrmacht, les Waffen SS, les membres des Einsatzgruppen qui ont participé à des massacres de Juifs n'étaient pas, « de leur point de vue », des « antisémites ». Neitzel et Welzer insistent beaucoup sur la dimension de la

guerre comme « travail » pour les soldats, ce qui contribue fortement à cette « désidéologisation ». Au fond, le reproche essentiel que l'on pourrait faire à ce livre est d'avoir privilégié l'approche socio psychologique au détriment de l'approche historique. La définition du terme-clé de « partisans » qui a servi à ordonner et à « justifier » les massacres sur le front de l'Est et en Europe occidentale (Oradour, les Fosses Ardéatines) n'est jamais proposée par les auteurs, alors même qu'il désignait toutes les victimes qui avaient eu le seul tort d'être là. Le livre semble, sur ce point, ignorer le remarquable travail de mémoire mené par Hannes Heer et son équipe dans les années 1990, avec l'exposition itinérante sur les crimes de la Wehrmacht ; Heer n'est même pas cité dans la bibliographie. L'impasse est aussi faite sur les années 1933-1939 et l'intense conditionnement idéologique qui a fait de beaucoup de soldats allemands des criminels de guerre et des génocidaires. En ce qui concerne la traduction, on peut contester le choix de « ethnie » pour traduire *Volk*, il aurait fallu conserver « peuple », plus en accord avec l'idéologie nazie. Mais, encore une fois, il est nécessaire de lire ce volume qui a le grand mérite de nous permettre d'accéder à la vision qu'avaient d'eux-mêmes et de leurs actes les soldats allemands de la Seconde Guerre mondiale. ■

Robert Kahn

LA SHOAH. THÉÂTRE ET CINÉMA AUX LIMITES DE LA REPRÉSENTATION

Alain Kleinberger, Philippe Mesnard (dir.)

Paris, Kimé, « Entre Histoire et Mémoire », 2013, 543 p.

L'interdit de la représentation semble jouer dans le titre même, puisqu'il s'agit de ses « limites » : franchises constamment depuis 1946, mais est-ce légitime, et jusqu'à quel point ? Omer Bartov semble admirablement pointer le dilemme, quand, à propos du très controversé *Don't touch my holocaust* d'Asher Tlaim (1994), il écrit que ce film est « implacable lorsqu'il expose à la fois les effets destructeurs de la mémoire de l'atrocité au présent et la déformation de l'identité et de la conscience contemporaines causée par une

ignorance cynique du passé. » C'est donc entre deux écueils, entre la sidération devant un passé terrible et la fausse conscience de ce passé refoulé, que créateur et spectateur doivent passer : mais l'art devrait permettre d'échapper au dilemme.

C'est là précisément que se situe l'ouvrage collectif dirigé par Alain Kleinberger et Philippe Mesnard, qui propose un très riche panorama de ces « représentations » et de leurs problématiques. Quand commence-t-on à tourner des films sur la destruction des Juifs d'Europe ? Dans quels pays ? Avec quelle réception ? Quel est le statut de ces films : documentaires, fictions, avec quel nuancier entre les deux pôles ? Comment montrer, et que montrer, entre l'excès et la litote ? Telles sont quelques-unes des questions que l'ouvrage permet de poser.

Les auteurs sont partis du constat que les fictions sur la Shoah se multiplient, surtout au cinéma, à un moindre degré au théâtre. Mais le phénomène, contrairement à ce qu'on pourrait croire, n'est pas récent ; les premiers films sur la Shoah datent du lendemain même de la guerre. Dans cette première génération de films, Ariel Schweitzer analyse *Les Illégaux*, de Meyer Levin (1947), un des premiers films israéliens sur la Shoah, à la fois documentaire et fictionnel. L'intérêt de ce film réside d'abord dans sa date : avant le procès Eichmann (1961), le cinéma israélien tend à ignorer la Shoah, préférant exalter les Sabras. Autre intérêt, le film devient lui-même « source » : d'autres documentaires israéliens ont utilisé des extraits de ce film comme images d'archives, alors qu'elles sont reconstituées et/ou fictives.

Au même moment, Wanda Jakubowska tourne *La Dernière Étape* (1947-1948), analysé par Alain Kleinberger. Jakubowska, résistante communiste, a été internée à Birkenau en 1943. Le film, tourné à Birkenau, avec pour figurantes d'anciennes déportées, est critiqué par certains : il ferait l'apologie de la résistance, et occulterait que la majorité des victimes était juive. Pour Kleinberger néanmoins, le film est sans ambiguïté. Mais l'occultation vient d'ailleurs, car après-guerre en Pologne, « les victimes étaient, *rétrospectivement* [...] considérées comme polonaises. » Message également quelque peu brouillé dans les films tournés en RDA et analysés par Frank Stern : *Les Assassins sont parmi nous* de Wolfgang Staudte (1946) pose bien la question de la culpabilité allemande, mais « coupable de quoi, au juste ? » Néanmoins, quelques-uns des meilleurs films représentant l'expérience judéo-allemande et la Shoah ont été tournés à Babelsberg, « pôle le plus important en matière

d'expérience cinématographique, de technologie, de concentration artistique et de mauvaise conscience. »

Du côté français, Antoine de Baecque interroge un sujet problématique, celui du rapport de Jean-Luc Godard à la Shoah. Godard refuse la représentation esthétique, cherche le montage juste « qui permet de *représenter par l'écart* l'extermination. » Ses choix militants l'amènent notamment à tourner dans les camps palestiniens en 1969-1970. Mais il est sans illusions sur les pouvoirs de l'art : *Histoire(s) du cinéma* stigmatise la faute collective du cinéma au moment de la montée des périls, et lui-même se juge coupable : il n'a pas pu « empêcher Spielberg de reconstruire Auschwitz. » Néanmoins, à l'opposé de Lanzmann qui refuse l'archive, l'image d'époque (inexistante ou truquée), Godard insiste sur la *présence* des images de la Shoah, images souches de la tragédie du siècle. L'opposition bien connue de l'auteur de *Shoah* et de l'auteur de *Notre musique* n'est donc pas uniquement politique, ou, pour mieux dire, elle réside dans une conception politique des choix esthétiques. Ce qui est développé dans la dernière partie de l'ouvrage, centrée sur *Shoah*, avec les interventions de Jean-Pierre Esquenazi, d'Éric Marty (qui souligne notamment les effets négatifs du rôle de la résistance politique à Auschwitz) et de Rémy Besson qui synthétise le genre de *Shoah* en reprenant une formule de Lanzmann, « fiction du réel ».

Cette question traverse, peu ou prou, tous les articles, puisqu'il s'agit, comme le formule Jean-Michel Frodon, de « La Shoah comme discriminant esthétique » : la norme filmique face à l'événement inouï. Les choix sont d'une extrême variété, ainsi que les interrogations qui les sous-tendent. Sans pouvoir entrer dans le détail de chacun, essayons du moins d'en distinguer quelques lignes de force.

En premier lieu, le documentaire est-il un « document » neutre ? Luba Jurgenson démonte, avec l'exemple de *Theresienstadt*, les mécanismes de propagande à l'œuvre dans ce film tourné par des détenus sur commande des nazis. Philippe Mesnard explore la « zone grise » (Primo Levi) des *Sonderkommandos*, souvent dévalorisés dans les fictions par opposition aux héros de la lutte armée, aux résistants. Annette Becker rappelle la polémique qui a opposé Lanzmann au *Jan Karski* de Yannick Haenel, et la « fictionnalisation » du personnage historique : « L'héroïque courrier catholique de la résistance polonaise s'est transformé et a été transformé en messager puis en porteur de la catastrophe juive, en Juste parmi les nations, et même

en quasi-Juif. » Il ressort de ces trois articles que le documentaire n'est pas plus « objectif » qu'une fiction, mais procède aussi de choix esthétiques et politiques.

En second lieu, ce qu'on pourrait appeler « les déformations nationales ». Pour l'Allemagne, Matthias Steinle montre comment, dans un processus d'auto-victimisation, les docudrames allemands déplacent ou transposent des images de la Shoah : le résistant en flammes qui saute d'une fenêtre (*Le Pianiste* de Polanski) est transposé dans *Dresden* (2006), suggérant une équivalence entre le bombardement de Dresde et le génocide ; ou encore, les corps empilés du *Lager* sont, dans *La Chute*, ceux de soldats allemands. Cette surabondance d'images et d'informations n'est en fait que le symptôme et le moyen d'une nouvelle phase de refoulement du passé.

Pour l'Italie, Millicent Marcus rappelle que, dans la mesure où 80 % des Juifs italiens furent sauvés, l'Italie évite de se confronter au rôle qu'elle joua dans l'Holocauste, alors que les lois raciales de 1938 sont une initiative de Mussolini et non un diktat d'Hitler. Or le cinéma italien, pourtant très engagé sur des sujets sociaux, a tardé à s'emparer du sujet. L'auteur suggère une interprétation intéressante : d'une part, l'implosion de l'URSS et la dissolution du PCI amènerait une nouvelle façon de penser le phénomène fasciste à partir de la perspective juive et, d'autre part, l'afflux d'immigrants du Tiers monde obligerait à poser la question de la tolérance à l'autre.

Pour la France, comme pour l'Italie, le sujet a été longtemps occulté. (Il faut mettre à part *Nuit et brouillard*, auquel plusieurs auteurs font allusion, mais qui reste un phénomène isolé à sa date.) Ce n'est que dans les années 1970, après *Le Chagrin et la pitié* (1971), que le cinéma de fiction commence à s'y attacher. Anny Dayan-Rosenmann inscrit *Monsieur Klein* (film français de Joseph Losey), dans la lignée des films des années 1970 qui commencent à évoquer le sort des Juifs en France, comme *Les Guichets du Louvre* ou *Lacombe Lucien*. L'auteur souligne l'aveuglement du protagoniste, qui ne « voit » rien alors que le film nous montre les préparatifs de la rafle du Vel d'Hiv. Pour la Hongrie, Catherine Coquio étudie le film *Être sans destin*, adapté du roman éponyme d'Imre Kertész avec la collaboration de l'auteur, et dont la réception négative contraste avec le succès du roman ; elle suggère de replacer le film dans l'histoire du genre, et voit un « symptôme culturaliste » dans le fait que la réception varie selon les pays. En transversalité avec différents pays justement,

le passionnant article d'Omer Bartov, « Le “Juif” au cinéma : du *Golem* à *Don't touch my holocaust* », étudie des exemples allemands, américains, polonais et israéliens : son analyse de *Hamsin* de Daniel Wachsmann (Israël, 1982) montre le croisement complexe, voire paradoxal, des stéréotypes sur le Juif et l'Arabe.

En troisième lieu, les stylisations artistiques. L'exemple analysé par Magali Chiappone-Lucchesi (*Le Vicaire* de Rolf Hochhuth et son adaptation filmique, *Amen* de Costa-Gavras) reste globalement proche du réalisme, même si le texte théâtral travaille sur les limites du genre : insertions de documents, longues didascalies, interventions personnelles, autant de traits qui séparent Hochhuth du « théâtre épique ». Se pose également la question du public : les spectateurs de 1963 ne sont pas ceux de 2002, et Hochhuth a contribué à forger une image, une conscience. En revanche, les deux autres articles consacrés à des formes théâtrales se différencient nettement de la représentation, qu'il s'agisse du travail de Sarah Kane sur le traumatisme (Elisabeth Angel-Perez) ou du « théâtre d'effigies » de la compagnie *Hotel Modern* (Charlotte Bouteille-Meister) qui, par la manipulation de figurines dans une maquette du camp, amène les acteurs à entrer dans le mécanisme psychologique du fonctionnement du camp : « différence de position et séparation des tâches, radicalisées à l'extrême [...] conduisent à une perte totale du sens moral des actions. » En rester là serait évidemment à l'opposé des intentions des auteurs, mais il s'agit, comme le formule Walter Benjamin, d'arracher l'image au continuum de l'histoire universelle, seule condition d'un regard critique. « Pour saisir, il faut jouer à » et non pas s'identifier.

Dans tous les articles, se pose, implicitement ou non, la question de la réception, laquelle renvoie à son tour à celle des intentions de l'auteur. Christian Biet, devant la pièce *Anathème*, de la compagnie belge Groupov (Avignon, 2005), voit *Auschwitz*, cela contre la dénégation explicite de l'auteur-metteur en scène ; de même, lisant le roman de Philip Roth *Nemesis*, il y voit une allégorie du camp, comme l'était *La Peste*. Dans les deux cas, sa « vision » est convaincante, et rappelle que l'intention de l'auteur – longtemps abandonnée par la critique littéraire, mais qui semble faire retour – n'est qu'un paramètre parmi d'autres de la signification d'une œuvre. À l'inverse, il peut arriver que la « thèse » défendue par un auteur soit rejetée par une partie significative du public : c'est le cas du film *La Question humaine* de Nicolas Klotz (2007), analysé

par Stéphane Bou. Ce film, adaptation du roman éponyme de François Emmanuel, s'inspire notamment de *Modernité et holocauste* de Zygmunt Bauman, qui établit une filiation entre l'époque du nazisme et celle du capitalisme contemporain. Stéphane Bou cite quelques formules-chocs, comme « Personne n'ose dire que l'*Amtsprache* d'Adolf Eichmann est très proche de la langue du MEDEF » (Enzo Traverso) ou « L'histoire de l'organisation de l'holocauste pourrait devenir un manuel de gestion scientifique. » (Zygmunt Baumann.) Ce film, très controversé, a néanmoins le mérite de rappeler le rôle du grand capital dans la montée du nazisme, et suggère au spectateur de s'interroger sur l'organisation sociale d'aujourd'hui.

La controverse a également fait rage autour de *La Vie est belle* de Benigni : une partie du public n'acceptait pas cette vision ludique et onirique du camp. En marge de sa réflexion sur *Inglourious Basterds* de Tarantino, Susan Rubin Suleiman s'intéresse au film de Benigni, comme à *Train de vie* de Mihaileanu : ce type de film offre « une promesse utopique et messianique de l'histoire telle qu'elle *aurait pu* être, et qui coexiste avec la connaissance tragique de ce qu'elle a été. » Ces représentations alternatives, comme le *gore* de Tarantino, ne sont pas de nature à encourager le négationnisme : au contraire, c'est parce que le public connaît la véritable histoire qu'un cinéaste peut se permettre « des écarts d'imagination [...] qui *renforcent* notre connaissance du réel tout en nous en suggérant d'autres versions. » Cette belle réflexion nous incite à envisager l'histoire et le politique comme le lieu du possible et non du désespoir. ■

Anne Roche

ABUSI DI MEMORIA

Valentina Pisanty

Milan, Bruno Mondadori, 2012, 152 p.

Auteure, parmi d'autres ouvrages, d'essais sur le négationnisme et la culture du racisme antisémite italien, Valentina Pisanty se penche à nouveau, après 14 ans, sur les formes que prend le « désaveu » historique et mémoriel du génocide des Juifs et de ses conséquences, en s'interrogeant –

comme le fit déjà Tzvetan Todorov (cf. *Les Abus de la mémoire*, Paris, Arleà, 1995) – sur les différentes expressions des dérives de la mémoire.

Après une brève introduction sur le rapport entre la mémoire et l'histoire – rapport qui n'a pas toujours été compris et interprété correctement dans les célébrations officielles – l'auteure choisit de s'attarder sur trois formes d'expression des dérives de la mémoire dans le discours public : la négation, la sacralisation et la banalisation. Elle les examine dans trois chapitres distincts dont elle montre toutefois les connections : « Ces trois abus s'emboîtent comme les pièces d'un puzzle, et s'interpellent l'un l'autre. » Et cela, sans même que les protagonistes de ces tendances mémorielles ne s'en rendent compte.

En résulte une mémoire collective (qui ne concerne pas seulement l'Italie) « exposée aux feux croisés » de facteurs de formation et d'information aux motivations diverses, dont l'action suscite, en général, des controverses, des conflits ou des déformations de l'histoire (sans parler de la mémoire). Et c'est aussi la raison pour laquelle la mémoire collective tend vers la superficialité, en renonçant à approfondir (du moins dans le débat public et dans l'usage courant) le rapport entre notre présent et notre histoire, nationale et européenne.

La reconstruction de ces trois formes majeures des dérives de la mémoire se présente comme une reconnaissance synthétisée des différentes étapes qui ont marqué leur apparition sur la scène publique. Mais, (à part quelques épisodes) on n'y trouve rien ou peu sur le débat critique que ces étapes ont provoqué, par exemple chez Primo Levi (pourtant cité), ou sur les études historiques italiennes, françaises, anglaises et allemandes. Études qui, au cours de cette décennie, ont accompagné une réflexion critique sur les ouvrages des auteurs du négationnisme, de la sacralisation et de la banalisation. On n'y trouve de même aucune trace des œuvres, notamment celles des négationnistes, qui ont généré par opposition des nouvelles études et de nouveaux acquis, par exemple en matière de fonctionnement des chambres à gaz ou de recherches « archéologiques » sur les sites du génocide.

En conclusion, l'œuvre de Valentina Pisanty est un bon outil de vulgarisation. Mais, contrairement à certains de ses autres ouvrages, le texte n'offre pas d'éléments dont on peut tirer parti pour des recherches ultérieures. ■

Frediano Sessi

(Traduit de l'italien par Benedicte Cavanna)

MEIN KAMPF, HISTOIRE D'UN LIVRE

Antoine Vitkine

Paris, Flammarion, « Champs histoire », 2013, 332 p.

L'originalité de l'étude d'Antoine Vitkine est de s'intéresser au livre *Mein Kampf* en tant que tel, c'est-à-dire à l'histoire de sa publication, et de sa réception, en Allemagne et hors d'Allemagne, à l'époque et aujourd'hui. Cela l'amène à traverser à la fois la biographie d'Hitler comme « écrivain », la montée du nazisme, la Seconde Guerre mondiale, toujours sous l'angle des effets de ce livre qui n'est pas comme les autres : non pas tellement par ses thèses (qui reprennent les thèmes de l'extrême droite de son temps, en particulier l'antisémitisme) que par son impact.

L'auteur étudie d'abord les ventes du livre, importantes dès avant la prise de pouvoir, et son accueil en Allemagne. En 1925, en dehors de la mouvance Völkisch, *Mein Kampf* est accueilli avec indifférence ou mépris. Aucun groupe, aucun parti ne semble prendre la mesure de l'événement, que ce soit le parti communiste, les Églises, ou même la presse juive. Mais en 1933, quand Hitler devient chancelier, un million d'Allemands achètent *Mein Kampf*, avant même que l'État ne lance une campagne de propagande. Les mairies l'offrent aux jeunes mariés ; le parti national-socialiste, mais aussi l'armée, les entreprises en conseillent l'achat ou l'offrent. L'endoctrinement de la jeunesse étant une priorité des nazis, on publie des livres d'images qui en citent des extraits, des récits de la vie de Hitler.

À l'étranger, après 1933, le livre est traduit, mais dans des versions expurgées de ce qui touche à la politique étrangère. « Si j'avais pu deviner en 1924 qu'un jour je deviendrais chancelier, jamais je n'aurais écrit *Mein Kampf* » aurait confié Hitler à un proche : le texte dévoile en effet des visées expansionnistes dont la diffusion peut le gêner, du moins tant que le rapport de forces n'est pas en faveur de l'Allemagne. Il veut donc restreindre l'accès des pays étrangers à son texte. Ceux-ci s'alignent parfois sur les désirs de l'éditeur allemand : c'est ainsi qu'aux USA et en Grande-Bretagne, les éditeurs publient d'abord une version censurée par Eher-Verlag.

En 1933, l'Italie mussolinienne achète fort cher les droits de traduction. Le traducteur, Angelo Treves, étant juif, Bompiani fait disparaître son nom. Les moti-

vations de l'éditeur sont obscures : s'agit-il d'avertir les Italiens d'un danger, ou de les endoctriner ? La même ambiguïté se retrouvera en France.

En effet, la France est particulièrement attaquée dans *Mein Kampf*. Or Hitler veut rassurer l'opinion française : ainsi, en novembre 1933, interviewé par Fernand de Brinon (futur collaborateur) pour *Le Matin*, il s'affirme pacifiste et minimise *Mein Kampf*, « un livre plein d'imprécations écrites en prison. » Et il refuse l'offre de traduction de Sorlot, le directeur des Nouvelles Éditions latines. Celui-ci est un curieux personnage : attiré par le fascisme, il a adhéré au mouvement franciste de Bucard. Motivations commerciales ou politiques ? Il décide de passer outre au refus, soutenu par son réseau au ministère d'Anciens Combattants. Au passage, Vitkine fait justice d'une légende : la phrase souvent citée de Lyautey, « Tout Français doit lire ce livre », qui a été reproduite en bandeau sur certaines éditions. Or, après le procès, la Confédération des contribuables, puissante association très à droite, patronnée par Lyautey, publie une brochure, *Mein Kampf ou le livre interdit aux Français*. Les auteurs disent approuver le chancelier « sur près de deux tiers » de ses idées, en particulier sur les Juifs, le marxisme, le bolchevisme, la franc-maçonnerie, la presse. Et Lyautey les en félicite... ce qui donne à sa phrase une certaine ambiguïté, et par la LICA (Ligue internationale contre l'antisémitisme, ancêtre de la LICRA), qui lui prêchète secrètement cinq mille exemplaires. Ces exemplaires sont envoyés à des parlementaires, ministres, avocats, etc. À ce propos, André Calmettes, l'un des traducteurs, témoigne : « Sorlot a fait un copieux service de presse au Parlement. Nos députés n'ont pas le temps de lire les exemplaires que nous retrouvons en grand nombre chez les bouquinistes sur les quais. » [Témoignage familial, inédit]

Hitler porte plainte ; la Société des gens de lettres s'associe à sa plainte. Lors du procès, en juin 1934, l'avocat de Sorlot souligne l'intérêt de faire connaître les idées du chancelier et notamment sa haine de la France. Le tribunal ne le suit pas. Mais l'interdiction, très relayée dans la presse, accroît l'intérêt pour le livre. Sorlot publie une brochure d'extraits, portant un bandeau « Le livre interdit aux Français » et contre-attaque : « Les droits d'auteur de Hitler ? Mais qui s'est donné le ridicule de songer aux droits d'auteur des écrivains français dont on a interdit la lecture et brûlé publiquement les ouvrages ? » L'argument est bon, même si Sorlot n'est guère antinazi, comme la suite le prouvera. Il éditera désormais des ouvrages

favorables à Pétain et à la collaboration, mais continuera à vendre *Mein Kampf* clandestinement, ce qui lui servira à la Libération lors de son procès : d'Astier de la Vigerie témoignera qu'il « a fait son devoir de Français en servant à éclairer la Résistance en livrant les exemplaires de la bible nazie. »

Comment les Français reçoivent-ils cette lecture, intégrale ou en extraits ? On est frappé, à près de quatre-vingts ans de distance, de l'inadéquation des réactions. Les politiques pensent qu'il s'agit d'un livre « de jeunesse », écrit avant d'être au pouvoir ; l'armée y voit un simple remake du projet bismarckien, de la volonté de puissance prussienne. Certains pensent qu'Hitler en veut surtout au communisme et à l'URSS, ce qui n'est pas pour leur déplaire. L'aveuglement n'est pourtant pas général. Dès décembre 1933, Trotski, qui vit en exil en France, analyse les dangers de la politique de Hitler, et démonte son prétendu pacifisme, dans son journal *La Vérité*, dont l'audience est surtout militante. De même Cachin dans *L'Humanité*, en novembre 1934, Suarès dans *La Revue littéraire*, mais ils ne sont guère entendus. En 1938, peu avant Munich, l'éditeur de Hitler, Eher-Verlag, fait publier *Ma Doctrine*, chez Fayard. Il s'agit d'une sorte de « version autorisée » de *Mein Kampf*, rédigée par deux journalistes qui offrent toutes garanties : l'un est à *Candide*, l'autre à *Je suis partout* ! Le texte est toujours antisémite, mais efface toute agressivité vis-à-vis de la France. D'ailleurs, deux mois après Munich, le 6 décembre, est signé un accord franco-allemand de coopération et d'amitié...

Avec la guerre, l'intérêt pour *Mein Kampf* s'intensifie : en mai 1940, on ne compte en France pas moins de quarante-cinq ouvrages de résumés, extraits, analyses. Certains sont des mises en garde, d'autres, comme les *Éclaircissements sur Mein Kampf* de Benoist-Méchin, des éloges du « visionnaire » Hitler ; l'auteur sera condamné à mort à la Libération.

Après la défaite de l'Allemagne, lors des procès de Nuremberg, le livre est utilisé comme preuve à charge. Mais les Allemands, qui l'ont presque tous possédé, l'ont-ils lu ? C'est difficile à établir, vu l'importance de la dénégation qui se met en place dès 1945. [Cf. L'article d'Ingeborg Rabenstein-Michel, « Adolf Hitlers Mein Kampf, gezeichnete Erinnerungen an eine große Zeit : Kurt Halbritter et la déconstruction du tabou du suiveur par et dans la BD », in *Témoigner entre histoire et mémoire*, n° 113]. Ce qui explique en partie qu'il y ait peu d'études sur la diffusion et la réception réelle. D'autre part, on l'a vu, il existait de nombreux résumés, sous

diverses formes, qui ont « imprégné » l'ensemble de la population, même sans une lecture intégrale du livre. Certes, et l'auteur le souligne, l'idéologie antisémite qui a préparé la destruction des Juifs d'Europe ne se trouvait pas uniquement dans *Mein Kampf*. Mais le livre a contribué à banaliser les futurs crimes de masse, il a fondé leur « acceptabilité » (Jean-Pierre Faye.) Et l'auteur rappelle à juste titre les limites de la « dénazification » : si les hauts dignitaires du régime ont été exécutés à Nuremberg, bien d'autres ont pu se reconverter, dans le privé ou dans la politique. Ainsi, le secrétaire général de la chancellerie d'Adenauer, Globke, fut un des rédacteurs des lois raciales de Nuremberg.

L'auteur examine pour finir le destin du livre hors d'Allemagne, après la guerre. Hitler étant résident bavarois, c'est l'État de Bavière qui reçoit le copyright du livre pour l'Allemagne entière et la mission d'en interdire la diffusion, y compris à l'étranger, car il donnerait une mauvaise image de l'Allemagne. Mais les situations sont très diverses.

Dans certains pays, *Mein Kampf* est interdit, au moins en théorie. L'État de Bavière, régulièrement interpellé par les ambassades allemandes, a réussi à faire retirer le livre de la vente en Russie, au Portugal, en République tchèque, en Pologne, en Turquie ; pour autant, il continue à y circuler. En Russie, où trois éditions ont été publiées ces dernières années, le livre est un objet-culte de l'extrême droite.

Dans d'autres pays, l'achat du livre est légal : en Italie, aux USA, en Angleterre. En France également, alors que beaucoup croient encore qu'il est interdit. Sorlot, réhabilité en 1948, publie des textes de l'extrême droite, y compris négationniste (Rassinier) et continue à vendre *Mein Kampf*, d'abord discrètement, puis, après 1960, ouvertement. En 1978, dans un contexte de montée de l'antisémitisme (déclarations de Faurisson, de Darquier de Pellepoix), la LICRA porte plainte pour faire interdire *Mein Kampf*, alors qu'elle avait payé pour sa publication. Le tribunal ne prononce pas d'interdiction, mais exige l'encart d'un avertissement dans chaque exemplaire. Fayard prépare une édition critique pour 2016.

En Allemagne, le livre reste interdit, sauf aux chercheurs et historiens accrédités ; seule est autorisée la publication d'extraits commentés, dans un but scientifique. Mais en 2015, le livre tombera dans le domaine public. L'Institut d'histoire contemporaine de Munich prépare une version intégrale commentée.

Hors d'Europe, « dans des pays où le nationalisme

s'exprime sans la retenue que donne l'expérience de l'Histoire » (comme le dit gentiment l'auteur), *Mein Kampf* a un succès populaire : en Inde, en Asie, en Afrique francophone, dans le monde arabe. L'auteur rappelle que dans les années trente, le nationalisme arabe et le nazisme ont des ennemis communs : l'Angleterre, la France, les Juifs. Si *Les Protocoles des Sages de Sion* sont un best-seller, loin devant *Mein Kampf*, ce dernier se vend toujours dans le monde arabo-musulman, surtout sous forme d'extraits. Une enquête de terrain faite par l'auteur en Turquie montre que, si peu de lecteurs l'ont réellement lu, ils s'y réfèrent, de façon confuse certes, mais dans le contexte de leur vision du conflit israélo-palestinien.

Antoine Vitkine a défini son travail, dans une interview, en termes modestes : « Ce n'est pas un livre d'historien à proprement parler, plutôt un livre de journaliste qui fait de l'histoire. » Il s'appuie en effet, et le dit, sur des sources allemandes et françaises, au premier chef l'enquête d'Othmar Plöckinger, *Geschichte eines Buches : Mein Kampf 1922-1945* (Oldenburg 2006), la thèse d'Emmanuel Debono, le DEA de Josselin Bordat. Mais son ouvrage a le mérite de mettre ces informations à la disposition du public, de façon claire et argumentée. Et il prend parti dans le débat sur l'interdiction : à ses yeux, il ne faudrait pas interdire *Mein Kampf*, mais le décoder, comprendre les conditions historiques de son apparition. Et en même temps, savoir que l'histoire ne se répète pas, ne pas faire des années trente un cadre de référence absolu, être capable de comprendre la nouveauté d'un événement. On ne peut qu'être d'accord avec ce programme. ■

Anne Roche

HITLER ET LES PROFESSEURS

Max Weinreich, Samuel D. Kassow, Martin Gilbert (Préface), Isabelle Rozenbaum (Trad.)
Paris, Belles Lettres, 2013, 393 p.

Qui mentionne l'impressionnant travail de Max Weinreich ? À scruter les index bibliographiques d'ouvrages qui ont connu (et connaissent toujours) un renom certain, tels les trois tomes de *La Destruction des Juifs d'Europe* de Raul Hil-

berg, ou qui ont nourri la controverse, tels l'ouvrage de Daniel Jonah Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler*, et, plus récemment, le livre de Christian Ingrao, *Croire et détruire* – dont le sous-titre est *Les intellectuels dans la machine de guerre SS* –, la tentation est forte de répondre : personne ou presque, tant brille par son absence le nom de Max Weinreich. Pourtant, quand Raul Hilberg commence en 1948 ses travaux de recherches qui lui permettront de publier en 1985, aux États-Unis, sa somme, le livre de Max Weinreich est paru depuis deux ans à New York, en yiddish – *Hitlers profesorn* – et en anglais – *Hitler's Professors* – traduit selon toute vraisemblance par l'auteur lui-même du yiddish en anglais. Aussi la publication de ce livre aux éditions Les Belles Lettres (Paris, 2013) dans la traduction d'Isabelle Rozenbaum ne déroge pas au caractère savant sinon érudit qui est la marque de cet éditeur. Membre important du YIVO, l'Institut scientifique yiddish de Vilna, et précurseur par ce travail de bien des recherches consacrées aux stratégies du national-socialisme, on peut penser, a priori, mais faussement que ce livre composé en 1945-1946 date, car depuis plus de soixante ans, historiens, témoins et rescapés ne sont pas restés « les bras croisés ».

Les quelques noms familiers en France d'intellectuels ou de docteurs d'Université compromis avec une idéologie en train de conquérir les esprits et les masses – Jünger, Carl Schmitt, Heidegger – disparaissent ensevelis sous le nombre grandissant des petits maîtres et docteurs. Zélés gens de savoir, ils s'activent, dès les premières années qui suivent la fin de la Première Guerre mondiale, à anticiper les attentes de légitimation des thèses rampantes du nazisme. Weinreich montre bien comment les professeurs de toutes disciplines (biologie, histoire, droit, sociologie, préhistoire, philosophie) font sans hésitation le décisif premier pas en direction de l'hitlérisme. Pour quelles raisons ? Ce point pour Weinreich est hors de propos. Souci de carrière ou affinité idéologique, ou les deux réunis, cela ne compte guère. Compte ce qui en résulte : à partir de 1933 une stupéfiante prolifération d'instituts, de centre d'études et de documentations, de fondations destinés à formuler et à valider une science des races, à développer l'étude de la question juive, à fabriquer une science anti-juive, à étudier l'influence juive sur « la vie ecclésiastique en Allemagne ». On n'en finit pas de recenser ces lieux, ces tribunes où se prépare la caution déclarée scientifique et savante aux concepts de race, d'espace, d'espace vital, de sang, de Juif et qui

vont nourrir le programme de conquêtes des territoires à l'Est du Reich et les effroyables menées exterminatrices qui les accompagnent.

Max Weinreich ne problématise pas, au sens où on l'entend aujourd'hui, la documentation qu'il a rassemblée. La perspective chronologique lui suffit. « Établir les faits » est son mot d'ordre. Les faits ce sont bien sûr les actes criminels organisés, les conquêtes territoriales, les massacres. Sont également de l'ordre des faits les directives, les instructions, les prescriptions, la langue du Troisième Reich selon Victor Klemperer, « le jargon de l'authenticité » comme disait Adorno. Il y a aussi les hommes, aux noms bien connus : Goebbels, Rosenberg, Himmler, et tellement d'autres. Ils dirigent des instituts concurrents et rivaux de « la science allemande ». Car le Reich semble n'avoir jamais son compte d'organismes producteurs de rapports ; jamais assez de centre de prétendues recherches, de théoriciens pour débusquer, traquer à l'insu même du plus aryen des hommes, ce qui est juif. Il y a les textes, les faits et par ailleurs les scènes : ce sont les conférences comme celle de Francfort en mars 1941, les congrès jusqu'en 1944 comme l'ultime (?) congrès international antijuif de Cracovie en 1944. On admire que des milliers de documents aient été si vite sélectionnés, maîtrisés, ordonnés. Le livre reproduit certains originaux, mais surtout Weinreich cite, annote, commente, donne ses sources et références. Il n'écrit pas dans la langue des assassins, mais dans celle des victimes, langue parlée, lue, dans les familles et les rues, écrite par les poètes et les romanciers : le yiddish. Langue particulièrement à l'honneur à Vilna (Vilnius, Lituanie) avant l'invasion nazie, langue qu'à son tour la traductrice, Isabelle Rozenbaum, a célébrée dans un beau film documentaire, *Une langue sans peuple pour un peuple sans langue*.

C'est cela que dit en presque dernière phrase de son livre, au bout d'un travail mu par la colère et la protestation furieuse, l'arpenteur Max Weinreich :

À supposer que l'on plaçât les individus assassinés en ordre de marche, la file de squelettes s'étendrait de New York à San Francisco, puis encore une fois de San Francisco à New York, et enfin de New York jusqu'à Chicago. Et si jamais ces victimes de « l'Ordre nouveau » pouvaient seulement jeter un regard sur l'Europe de l'après-guerre, elles seraient en droit d'être saisies d'une amère ironie : nous qui étions, paraît-il, la cause de tous les maux ne sommes plus là, pourquoi n'y a-t-il toujours pas de quiétude ? ■

Michel Enaudeau

NOUVELLES PERSPECTIVES SUR LA SHOAH

Ivan Jablonka, Annette Wieviorka

Paris, Presses universitaires de France,

« La Vie des Idées », 2013, 128 p.

Le champ d'études qu'est la Shoah est abordé et traité de différentes manières du fait d'une multitude de sources, de questionnements et de formes d'écriture. Ainsi, elle peut être abordée d'un point de vue comparatiste, de l'histoire économique, du rôle des administrations, de la microhistoire ou bien encore de l'enquête familiale. Les possibilités sont nombreuses. C'est justement l'objet de cet ouvrage coordonné par Ivan Jablonka et présenté par Annette Wieviorka : la présentation des nouvelles tendances de l'historiographie et du renouvellement de la mémoire qu'elles impliquent.

Annette Wieviorka installe le cadre de ces nouvelles recherches en énumérant trois verbes très évocateurs pour la mémoire : comprendre, témoigner et écrire. Après une explicitation des différents termes pour qualifier l'histoire juive, tristement célèbre, elle souligne « le véritable boom de la mémoire de la Shoah » [p. 6] apparu dès 1980 sous différentes formes : institutions, mémoriaux, films, expositions, etc. En présentant les pionniers des recherches, à savoir Raul Hilberg et Léon Poliakov, elle explique que les questionnements migrent selon les générations d'historiens. Si les premiers travaux restent confidentiels, l'ouverture des archives en 1997 a multiplié les études et leur publication, par exemple l'« aryanisation » en Isère.

Annette Wieviorka insiste aussi sur le fait que les victimes et rescapés de la Shoah sont les premiers historiens, puisque ce sont eux qui ont entrepris des actions de témoignages au sein même des lieux de concentration et d'extermination. Le ghetto de Varsovie en est un exemple. Une étude est cependant novatrice. C'est celle de Saul Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs (1998-2008)*, puisqu'il y crée le concept d'« antisémitisme rédempteur » [p. 13]. En effet, il s'agit d'une histoire écrite de tous les points de vue : celui des Allemands, d'Hitler aux Allemands ordinaires, celui des sociétés dans lesquelles vivent les Juifs persécutés et celui des victimes. C'est la mise en parallèle de deux historiographies.

Toutes les études sont désormais possibles pour les nouveaux historiens puisqu'ils bénéficient des travaux de leurs aînés défricheurs, d'une large ouverture d'archives et de la possibilité d'aller consulter témoins et archives à l'autre bout du monde. De ce fait, on trouve de plus en plus de quêtes familiales sur la vie de membres peu ou pas connus.

Jean-Marc Dreyfus s'est lui intéressé aux archives nazies en Allemagne, dans la ville de Bad Arolsen. C'est là que se trouve le Service international de recherche (SIR). Cette institution, créée en 1948, devait terminer le travail de recherche des personnes disparues et de réunion des familles entrepris dès avant la fin de la guerre. L'objectif premier de ce service était une priorité donnée aux recherches des familles et non aux historiens. Existant encore aujourd'hui, « elle témoigne de l'incessante quête de mémoire, du travail de deuil jamais interrompu, mais aussi des procédures de réparations allemandes. » [p. 19] Les activités du SIR sont nombreuses : recensement des tombes et fosses communes, dédommagements des victimes, classification d'archives venant de divers organismes... Ainsi, les archives (on ne comptabilise pas moins de 17 millions de documents !) du SIR sont ouvertes à la recherche depuis 2008. Si les documents n'ouvriront probablement pas de nouveaux champs d'investigation, ils permettront cependant de compléter les recherches existantes et seront une source première pour entamer une nouvelle recherche.

Tal Bruttman s'est penché sur la Shoah dans les bureaux et, plus précisément, l'application de la politique antisémite des administrations sous Vichy. Ils'agit de documents où apparaît, à un degré ou à un autre, la discrimination : instructions, correspondances entre services ainsi que des formulaires. « Chaque administration, dans le cadre de ses missions, a été amenée à intégrer l'antisémitisme. » [p. 41] En effet, aucun employé des services administratifs n'a laissé de récit de son activité professionnelle durant l'Occupation. Cette intégration va même, en 1941, jusqu'à l'apparition sur un formulaire de la question : « L'intéressé est-il juif ? » Celle-ci est parfois distinguée dans les formulaires. Les études concernent ici tous les échelons de la pyramide administrative. Les documents identifiant les Juifs sont devenus le principal instrument de leur arrestation. « Ressource de l'historien et enjeux de la mémoire juive, l'instrument bureaucratique apparaît comme un tragique paradoxe. » [p. 48]

La méthode quantitative pour la communauté

juive de Lens est le sujet traité par Ivan Jablonka. Trois moments ont permis d'identifier et de quantifier les Juifs : le recensement de la fin 1940 (par auto-déclaration), l'aryanisation des biens et la rafle du 11 septembre 1942. C'est par ce biais que le processus d'extermination commence et la logique qui la suit aussi, à savoir « Un Juif est un Juif, et le sentiment patriotique et l'intégration n'y changent rien. » [p. 56]

L'étude d'Audrey Kichelewski porte sur un ouvrage traitant des relations polono-juives, dans lesquelles les premiers auraient participé aux crimes des seconds avec comme motivation principale l'appât du gain. L'appropriation des biens commence dès la phase de ghettoisation jusqu'à la dernière dent en or du défunt. Ce sont « les moissons macabres » [p. 63]. Pour Emanuel Ringelblum, il fallait déshumaniser les voisins juifs pour rendre possible ce type de comportement ultra-violent à leur égard. Cependant, la causalité économique de ces actes est relative puisque les Allemands s'étaient, au préalable, déjà servis. D'après des archives, c'est la campagne moyenne qui a pris part au crime et non des marginaux, comme le martelait l'historiographie de la Pologne communiste. Pour qualifier ces actes, on utilise le terme de « chasse aux Juifs » [p. 74], désignant ainsi l'extermination de ceux qui ont échappé à la déportation. C'est ici que l'on a le plus besoin du concours de la population locale polonaise. Enfin, un tabou demeure à ce jour : l'assourdissant silence de l'Église polonaise, synonyme d'assentiment à ce qui se passait.

Pour Florence Heymann, les ghettos auraient peut-être été des lieux de résistance juive. Pour autant, le ghetto représentait une étape préparatoire à la Solution finale. Aussi la vie qui règne à l'intérieur de ces espaces est différente. Cela est dû au rôle des Conseils juifs, au degré d'auto-administration, à la solidarité (ou à son absence) et aux différentes stratégies de survie. Pour Moshé Kahanovich, les Juifs enfermés dans les ghettos ne se seraient pas soulevés, car « ils savaient qu'ils ne pourraient pas survivre longtemps dans les forêts en raison de l'hostilité de la population. » [p. 88]

Ivan Jablonka conclut cet ouvrage en évoquant une nouvelle mémoire pour chaque nouvelle histoire. Ainsi, la recherche historique empêche la mémoire de s'enfermer sur elle-même et de se racornir. De plus, en ces temps de relativisme moral, « l'Holocauste sert de boussole : c'est un absolu, un absolu du mal. » [p. 93] Mais à l'égard de la Shoah, cinq dérives sont possibles : l'obnubilation, l'anti-intellectualisme, la banalisation,

la fermeture et la bonne conscience morale. Cela soulignerait ainsi le caractère artificiel et moralisateur du devoir de mémoire, soit la transformation du souvenir en obligation. Pourtant, le renouvellement de l'historiographie nourrit une autre manière de se souvenir. Le seul devoir qui s'impose à tous est celui de la vérité. C'est pourquoi un tout nouveau travail est porté sur la mémoire, et celui-ci provient des « petits-enfants » [p. 102].

Les réflexions menées par ces historiens, à partir d'études d'ouvrages, permettent ainsi de constater le caractère inépuisable des sources et, probablement, des investigations que l'on peut mener à partir d'elles. C'est ce qui mènerait ainsi à de nouvelles générations d'historiens qui actualiseraient perpétuellement de nouvelles mémoires. ■

Anthony Michel

MEMORYLANDS. HERITAGE AND IDENTITY IN EUROPE TODAY

Sharon MacDonald

London: Routledge, 2013, 293 p.

“Memory has become a major preoccupation – in Europe and beyond – in the twentieth century and into the twenty-first. [...] Europe has become a memoryland – obsessed with the disappearance of collective memory and its preservation” (1): it is with these insightful words that cultural anthropologist Sharon MacDonald opens her latest book *Memorylands*. The book is an original investigation of the connections between heritage, identity and memory in contemporary Europe. In it, MacDonald provides the reader with numerous examples of how European identity and memory are constructed, contextualizing all this in a vast and interdisciplinary methodological framework at the crossroads of history, anthropology and ethnography.

The first half of the book concentrates on how the European past is nowadays made and narrated, felt and then sold. Having introduced the subject of her research and what she calls the *European memory com-*

plex, MacDonald first illustrates how anthropologists discussed the European past in their scholarly works and in various research projects on issues of European identity and EU symbolism – from the EU anthem to imagery displayed on Euro currency. She then moves to the analysis of the relationship between history and anthropology in the study of Europe, discussing the works of renowned scholars like Emmanuel Le Roy Ladurie and Bernard Cohn and of others who studied topics as different as collective identity in the rural Argonne region of France or post-Yugoslav Bosnian memory. Issues of embodiment, place and nostalgia are at the centre of the following chapter, where the author looks at forms of embodied and material memory, especially objects, food and homes: from gardening as a way of re-rooting memory among Greek Cypriots to nostalgia for Socialist-era commodities in contemporary Germany. As MacDonald notes, the memory phenomenon has also become a sort of business or at least has led to often-standardized historical forms produced for tourists. This is the case of the heritage centre *Aros: The Skye Story*, opened in the Scottish Isle of Skye in 1993 or of the *Slow Food* movement, founded in Italy in 1996 and concerned with the preservation of local and *authentic* food products.

In the second half of the book, MacDonald analyzes specific dimensions of the memory phenomenon: museums and musealization, transcultural heritage, cosmopolitanism and lastly the future of memory in Europe. Museums are a core component of the European memorial landscape and, according to the author, museums of everyday life can be considered a powerful medium that reflects “an active ongoing intervention into past presencing” (161). For this reason, the author discusses “the musealization of folk-life” (141) and various amateur and local institutions such as the *Latvian Ethnographic Open-Air Museum* and the *Skye Museum of Island Life*. The two following chapters deal with issues of transcultural heritage, with reference to migration and the changes that migrants bring about in European identity, and then Holocaust commemorations as a possible example of *cosmopolitan memory*. Concerning migrants, MacDonald first takes into account a controversy erupted in Vienna in 2007 – when a statue representing a nude of a veiled woman was publicly displayed in the park of the *Kunsthalle* – and then the activities of museums such as the *Cité Nationale de l’Histoire de l’Immigration* of Paris, so to explain how monuments and museums could articu-

late new and more inclusive ideas of Europeaness. Holocaust commemorations are then interpreted as part of the larger memory phenomenon and as a sort of memory imperative for European and non-European citizens alike, that might contribute to reconfigured ways of being national. The future of memory in Europe is at the core of the last chapter, which tries to understand if today’s preoccupation with memory will persist into the future. For MacDonald, it is very likely that this will be the case, even though “new challenges will no doubt emerge in Europe’s memorylands” (235). Current debates on European identity and the role of the EU in the context of today’s economic crisis seem to confirm this suggestion, highlighting the need for a renewed sense of Europeaness, as well as for a shared yet multivocal idea of the past.

Even though *Memorylands* is largely based on articles originally published as separate papers, the author managed to assemble everything in a well-readable and coherent way. Inevitably in a book on such a broad subject, and as the author herself acknowledges in the introductory chapter, some areas are covered more than others: Britain and Germany – two places where MacDonald conducted fieldwork – feature prominently, as opposed for example to Italy or Spain to which little space is dedicated. In terms of topics, I would have liked to read a more detailed discussion of the memorial legacies of colonialism, especially with reference to France and the debates on the commemoration of the Algerian War, which clearly have a profound impact on ideas of European identity and that are instead only briefly touched upon. This would have also allowed MacDonald to better clarify how the memory phenomenon is not entirely unique to Europe and the West, as comparable scenarios can be found in locations such as Israel or Morocco, as recent research has shown.

This said, *Memorylands* is a timely and useful text that gives the readers a rich overview of the contemporary European memory phenomenon, while also discussing much of the scholarly literature needed in order to understand it. It will constitute essential reading for students and scholars interested in memory studies, as well as in anthropology and cultural history. ■

Dario Miccoli

STORY OF A DEATH FORETOLD: THE COUP AGAINST SALVADOR ALLENDE, SEPTEMBER 11TH, 1973

Oscar Guardiola-Rivera

New York: Bloomsbury Press, 2013, 496 p.

In the last few decades many scholars have examined the rise of Chile’s President Salvador Allende and the subsequent coup against the democratically elected socialist. In the context of the Cold War and revolution, Allende’s notion of resistance or *la vía chilena* represented a departure from conventional Cold War models. Within the confining definitions of the Cold War, the global community viewed Latin Americans as having to choose between U.S. capitalism and Soviet communism. To many Latin Americans neither of these alternatives provided true democracy. While Marxism undoubtedly offered Latin Americans a framework to critique U.S. imperialism, the left in Latin America consistently created their own definitions of revolution and democracy. Indeed, in 1970 Allende became the first Marxist in history elected as the president of a democracy. Allende’s and his way of, as Guardiola-Rivera claims, “divorcing democracy and law from coercion, force, and privilege” moved beyond stifling Cold War binaries. Allende’s election remains one of the most significant examples of homegrown revolution in Latin America. It threatened the dichotomous world view of many in the U.S. by creating a unique form of change inspired by particular historical processes within Chile and the experiences of Salvador Allende. Despite the exceptional character of the revolution, the U.S. government and the CIA viewed Allende and his Popular Unity party as a dangerous challenge to U.S. hegemony and capitalism. In his well-researched monograph, Guardiola-Rivera provides one of the most detailed and extensive analysis of Allende’s rise to power, the coup against Allende, and the results of this tragic event within Chile.

Guardiola-Rivera’s work tells the story of Allende in three parts. The first concerns precedents and causes of Allende’s rise to power. Guardiola-Rivera explores the intellectual influences of Allende and how this inspired him to become a “true representative for the people” (12). This inspiration came from

both theoretical influences and real life interactions with political repression and revolutionary violence. These life experiences inspired Allende to envision a different kind of “revolution from below”. These varied influences reflect the hybrid and creative character of Latin American politics and revolution. In this section, Guardiola-Rivera also links Allende’s ideological influences with the greater political climate within Chile. This offers a comprehensive view of what Allende experienced within his lifetime and also another layer to what could have been a standard biography. The book is particularly strong when Guardiola-Rivera references Allende’s relationship with Cuba and Che Guevara.

In part II, the Coup, the author focuses on the events leading up to Allende’s election and the 1970 vote between right wing candidate Jorge Alessandri Rodríguez, a progressive centrist party, and Allende. In the beginning of this section Guardiola-Rivera looks at agrarian reform in Chile and Allende’s Popular Unity party in the larger context of the Cold War. He also explores Allende’s work with Chile’s indigenous Mapuche population. As president, Allende promised the people he would “change the regime and system and construct a new society” (158). Indeed, Allende planned to nationalize resources owned by U.S. capital, nationalize utilities, establish a minimum wage, stop unemployment, and implement true agrarian reform. This promise within the context of the Cold War proved much too threatening to U.S. hegemony. Soon after Allende’s election the CIA began to contact Chilean military officers with the hope of orchestrating a coup. Guardiola-Rivera uses CIA documents and communiqués to show how deeply involved the U.S. was in subverting Allende’s democratic election. In this section, which in some ways parallels Greg Grandin’s work in *Last Colonial Massacre: Latin America in the Cold War* (University of Chicago Press, 2004) Guardiola-Rivera explores ideologies about human rights that emerged out of global post-war politics. Guardiola-Rivera argues that so-called developed nations during the Cold War agreed to respect human rights but only within the narrow context of “civilized nations”. According to both Grandin and Guardiola-Rivera the non-Soviet left in Latin America offered an alternative and a valid path for democracy. Therefore, in spite of claiming to support democracy, the U.S. government consistently attempted to overthrow Allende even after a second election reinforced his legitimacy. The author argues, correctly, that a coup

against Allende was a coup against “law and democracy” (238). Indeed, human rights did not matter when the nation was not considered part of the so-called civilized post-war world. Section II is most emotionally powerful when Guardiola-Rivera offers a detailed description of the events leading up to the coup and the Junta’s subsequent take over.

Section III, Aftermath and Consequences, which is shorter than the other sections, analyzes political action in Chile up to the present. It examines the ruling Junta and General Augusto Pinochet’s “destruction of the popular movement, and popular legal politics” (340). Guardiola-Rivera explores the two types of “emergency” ordinances the Junta used for control and the subsequent destruction of human rights. The author compares the legal significance of Nuremberg to events in Latin America during the Cold War. He argues, “such legal precedent lets no one off the hook – whether soldiers, civil servants or multinationals. It means the individual liability of human rights violators cannot be easily shed in an emergency” (352). This powerful statement, like others in Guardiola-Rivera’s work, connects the coup against Allende to larger historical events and violations of human rights in the 20th century.

Though the book at times turns into a hagiography of Allende, Guardiola-Rivera’s passion for his subject is evident. This book is an excellent choice for anyone who wants to go beyond a general Allende bibliography and examine more significant philosophical and political influences within the complex history of Chile. ■

Lindsey Churchill

WAITING FOR MARCEL ORPHÜLS: THE LITERATURE OF AUTHORITARIAN RULE AND RESISTANCE IN LATIN AMERICA

Becoming the Tupamaros: Solidarity and Transnational Revolutionaries in Uruguay and the United States

Lindsey Churchill

Nashville: Vanderbilt University Press, 2014, 206 p.

The Ideological Origins of the Dirty War: Fascism, Populism, and Dictatorship in Twentieth Century Argentina

Federico Finchelstein

Oxford: Oxford University Press, 2014, 216 p.

Memory and Transitional Justice in Argentina and Uruguay: Against Impunity

Francesca Lessa

New York: Palgrave Macmillan, 2013, 319 p.

In 2010, at the XXIX Latin American Studies Association Congress in Toronto, the historian Steve Stern called 1970s stated-sponsored terror in Argentina a “dirty war”. An audience member self-identified as an “Argentine”, speaking for “Argentines” scolded him. “Dirty war”, he told Stern, was a term invented by the Argentine dictatorship, and as such, should never be used. Stern, perhaps the most authoritative analyst of Augusto Pinochet’s Chile, apologized, conceding implicitly that policing language brings us closer to a truth on state terror. The moment evoked the manner in which some who use the Hebrew term “Shoah” chastise those who say “Holocaust” for their putative invocation of a spiritual surrender narrative of those slaughtered by the Nazis.

As the international scholarship on authoritarian violence in Latin America has grown quickly since 1990, dominant narratives have tended often to rigid binaries on violence, morality, state terror, and even language. As in the use of the term “dirty war”, there is right and there is wrong. In this chilling context, some investigators racing to fit their cases into these dis-

courses – like round pegs into square holes – have disregarded what to an outsider may seem obvious based on the evidence. Commenting on a museum opened in 2007 to remember victims of the 1968 Tlatelolco Massacre in Mexico City, for example, the literary critic José Ramón Ruisánchez Serra writes, “despite a genuine effort to create a site where the most crucial event in the second half of the twentieth century in Mexico could be commemorated [...] the museum receives few visitors”. (Ruisánchez Serra, José Ramón, ‘Reading ’68: The Tlatelolco Memorial and Gentrification in Mexico City’, in Ksenija Bilbija & Leigh A. Payne (eds.), *Accounting for Violence: Marketing Memory in Latin America*, Durham: Duke University Press, 2011, 181) In trying to explain why Mexicans will not visit this memory site to state terror, it never occurs to Ruisánchez Serra that his starting premise may be wrong. Could it be that the powerful academic line that Tlatelolco was both a unique and horrific moment of state terror in Cold War Mexico is inaccurate? Is it possible that most Mexicans may not stop by the museum because they do not view Tlatelolco as “the most crucial event” or even as significant?

Much of the academic community addressing authoritarian violence in 1970s and 1980s Latin America has not had a Marcel Orphüls moment. Some can’t see grey zones on authoritarian rule – that the term “dirty war” can have multiple meanings or that Tlatelolco may have different connotations to different Mexicans. This is reminiscent of French political culture before the documentary *Le chagrin et la pitié* (1969) prompted an opening in how the French understood Vichy and Nazi occupation. Until the late-1960s, a dominant, Gaullist narrative admitted only one memory of the French under Nazi rule. There were those who supported the occupation and there were those who backed the resistance. The persistence of that binary likely helped Socialist president François Mitterand keep his most important political secret for decades: during the Second World War he had been both a member of the resistance and a Vichy bureaucrat, a combination so seemingly incongruous and so at odds with post-war French memory making on the Nazis, that it would have made a Parisian’s head spin in 1964. As French analysts have come to understand, not only can the Mitterand conundrum not be swept under the carpet. It is precisely that apparent contradiction and many others that must be resolved to break down false binaries and understand France in the early 1940s.

Of the three books reviewed here, two take us a long way in breaking down false binaries and dictatorship-era shibboleths (the third less so). Their importance rests in the first instance in a rejection of the powerful tendency in the scholarly literature to treat dictatorship as aberrant. They explain violent military rule (and resistance) not as some Frankenstein’s monster emerging from American Cold War anti-Communism but as a function of national and transnational developments in Latin America over the long term. Lindsey Churchill’s *Becoming the Tupamaros* takes a sledgehammer to obscurantist, false boundaries between military rule and its opponents (in this case, the leftist guerrilla group, Tupamaros). This is no apology for authoritarian violence or a maligning of heroic opposition to it. However, it begins theoretically and empirically with the hypothesis that to take as a given that military thugs and their enemies were polar Cold War opposites is to misunderstand both.

Becoming the Tupamaros delves into the often poorly explained gendered abuse and humiliation of political prisoners in dictatorship-era Uruguay. Churchill shows the especially harsh, sexualized violence against women Tupamaros. She also documents the ugly feminization of male prisoners in gruesome torture methods. But the book also explains both the violent military and the Tupamaro resistance as a shared reflection of gender-based discrimination in Uruguayan society. At the same time, Churchill explains that both dictatorship and resistance were products of longer-term violence in Uruguayan society. In their clandestine publications, for example, the Tupamaros excoriated military authorities for imprisoning male guerrillas in a general prison population that included gay men. The result, according to the militants, was violent confrontation that was the fault of gay criminals. The serial *Marcha* reported on the case of a young guerrilla who cut a gay man with glass from a broken window. The Tupamaro was punished with years of solitary confinement that resulted in mental illness. In this and other cases, the Uruguayan left characterized imprisonment under the military as dangerous because of both human rights violations and “predatory” gay men.

Both inside and outside prison, the revolutionary left in Uruguay and elsewhere in Latin America frequently shared a prejudiced view of homosexuality with the dictatorship and with society as a whole. Beyond this, Churchill writes, “like the Uruguayan

military [...] the Tupamaros supported the polarization of masculine/feminine and active/passive, with feminine and passive as synonymous” (Churchill 2014, 151). The sometimes-violent exclusion and suppression of so-called sexual deviance across political divides reflected longer term continuities. Like nonwhiteness, homosexuality seemed invisible in post-dictatorship democracy because LGBT people frequently had to conceal their identities to hold jobs or avoid police violence.

Churchill also points out other continuities and connections between post-dictatorship democracy, military rule, and the revolutionary left where understanding overlapping political cultures is as important as grasping sharp contrasts. Many have seen the Tupamaros as progressive on the integration of women into political activity, upending notions of women as maternal nurturers, nonviolent, and passive. At the same time, the revolutionary left in Uruguay asked women comrades to reject motherhood and femininity, and to become socially constructed models of militant masculinity. Other leftist groups stressed women’s roles as wives and mothers. Either way, “embracing femininity and maternity or embracing masculinity – dichotomous gender restrictions confined women’s political participation to constructed gender norms” (Churchill 2014, 153).

With the fall of the dictatorship in Uruguay and even more so in Argentina, an initial reconciliation narrative excoriated violence on both the far right and the far left. Churchill raises another key long-term continuity through dictatorship by explaining the remarkable integration of the Tupamaros into peaceful democratic politics, leading to the election of one of their number, José Mujica, to the presidency in 2009. Remarkably for some, on the campaign, Mujica announced he wanted nothing to do with “the stupid ideologies that come from the 1970s...” (Churchill 2014, 156). Some authors have tied the Tupamaros’ transition to electoral politics in the context of similar developments in Nicaragua and El Salvador. Churchill has an alternative explanation that breaks down the notion of the dictatorship period as aberrant. She argues that the Tupamaros were always as much “Uruguayan” as they were Cuba-inspired revolutionary Marxists. The unusual historical absence in Uruguay of powerful economic elites and church ties to politics produced what the author calls extraordinarily malleable ideologies. This proved true not only of democratic politics, but of

the Tupamaros’ unique ability to mix conflicting ideologies into praxis. In the early 1970s, many members of the Tupamaros had no qualms “expressing admiration for both Che Guevara and James Bond” (Churchill 2014, 159). Unlike other leftist revolutionary groups of the era, the Tupamaros never rejected everything about the United States, which, in the end, forms the backdrop to the widespread popularity across ideological boundaries of the Mujica presidency.

Also dismissive of the simplistic notion of dictatorship as a Cold War deviation, Federico Finchelstein’s *Ideological Origins* offers a compelling and bold new answer to the question, was the military government fascist? In post-dictatorship Argentine popular culture and among opponents of the dictatorship in the United States, there was a strong tendency to equate the regime with Nazism or fascism. That approach to the dictatorship drew, first, on a tendency among some to isolate the period as aberrant – a horrific interruption to modern, civil rule that must never be permitted again. In addition, it was based on the characterization of the regime as Nazi/fascist by some in the international human rights community, particularly in regard to the detention and torture of the Jewish journalist Jacobo Timerman, and Timerman’s own famous characterization of his ordeal as a descent into a new Nazism.

Finchelstein’s linkage of dictatorship to fascism is more thoughtful and compelling. An aberrant, violent historical moment did not define the dictatorship as fascist, nor did the mistreatment of Timerman and other Jews in and of itself. The regime’s fascist tendencies have their origins in longstanding Argentine ideological and political traditions extending back at least through the 1930s, and transcending both democratic and dictatorial periods. This is especially evident in the construction of an internal, subversive enemy that concealed a foreign, intrusive presence. Drawing on 1930s right-wing tropes, at the time of the 1978 FIFA World Cup of Soccer (held in Argentina), the regime successfully promoted to a euphoric public “the widely accepted fantasy that the enemy was not really Argentine or only Argentine ‘by circumstance’” (Finchelstein 2014, 150). Reinforcing the notion that soccer was linked to the dictatorship and longstanding fascist ideals of Argentine nationalism, the coach of the national team, César Luis Menotti thanked military *junta* leader and psychopath Admiral Emilio Massera for his invaluable moral support. The regime presented

the World Cup to Argentines as a defence of the real Argentina against its enemies, where the dictatorship identified itself with the sacred and the hosting of the event as a victory over subversion.

Ideological Origins goes on to show another important and longstanding link between military dictatorship, long-term ultra-nationalism in Argentina, and fascist inspirations from Europe. The central dictatorship objective of defending national sovereignty and waging an internal war drew directly on tropes from Nazi Germany and fascist Italy. All at once, in dictatorship propaganda, the war was being won, was winnable, and could never really be over. This new kind of internal war against a subversive and hard-to-identify enemy was at the same time a foreign threat. War became a value. The ferocity and absurdity of military rhetoric in the lead-up to the 1982 Malvinas War both mobilized an enthusiastic population and drew directly on years of ultra-right wing arguments in Argentina. The latter had long held that dying for the sake of Malvinas was a battle for god and *patria*.

Where *Ideological Origins* and *Becoming The Tupamaros* dispense with dull binaries in trying to explain dictatorship not as aberrant but for its continuities with democracy, *Memory and Transitional Justice in Argentina and Uruguay* is preoccupied with exactly the opposite – isolating dictatorship as grossly aberrant.

The book asks, what is the relationship between transitional justice and memory? Francesca Lessa offers an unprecedented overview of theoretical and empirical literatures on amnesties, trials, truth commissions, reparations, and memory narratives. Her understanding of the latter “is similar to what Steve Stern [...] defined as ‘emblematic memory’, a framework for collective remembrance”, that emerges “from multiple human efforts, conflictual and competitive, to give meaning” to collective, decisive, or transformational trauma. Emblematic memories circulate “in public or semipublic domains like the mass media, government events, street demonstrations and protests, music, books, and television [...]. [They are] socially constructed and selective, they are neither arbitrary inventions nor manipulations, but offer influential and convincing enunciations of often intensely disputed events” (Lessa 2013, 20-21). Emblematic or collective memory in Argentina and Uruguay is never made clearer than this.

In a chapter on transitional justice in Argentina

(still ongoing after more than three decades), Lessa is particularly taken with what she describes as the “political moment” represented in Néstor Kirchner’s election to the presidency in 2003. This marked a shift away from the impunity of the 1990s and into a new period of prosecutions; as of December 2012, in this new phase of judicial reckoning, there were 262 convictions on dictatorship-era crimes and counting. The book correctly ties political change in 2003 and a new judicial assault on dictatorship killers to a new wave of often-poignant memorialization of military rule, from the newly built Parque de la Memoria along the Río de la Plata estuary to the hundreds of memorial plaques on sidewalks throughout Buenos Aires and other cities, recalling sites from which people were “disappeared”.

Chapters on Uruguay trace a similar uplifting story where for a long time, the formation of what the author calls collective, emblematic memories were pitted against dictatorship impunity. Like Argentina, with the arrival of a left-leaning democratic government in the past decade, a final judicial and cultural accounting could finally begin. Lessa casts Uruguay as under a pall in the late 1980s and 1990s, “a memory of silence and oblivion, with the state being totally silent on debates over the need for truth, justice, repatriations, and memorialization of the past” (Lessa 2013, 218-219). As much as anything, *Memory and Transitional Justice* is a morality tale of two civil societies that have finally seen the light. The problem here is that, hell bent on juxtaposing dictatorship and democracy, Lessa makes a set of false assumptions on political cultures and memory, then runs with them for the length of the book. In linking the 1990s Argentine presidency of Carlos Menem, for example, to the memory of silence and oblivion, like other critics of that administration (once sensibly described by a federal judge as an illicit crime organization), Lessa assumes that the politics of Menem’s two-term presidency was not a reflection of broad political cultures. Is that a credible assertion in that there is still no study of participatory politics under Menem, whose presidential terms spanned a period of democracy as open as that of the past fifteen years? Is it possible that what Lessa characterizes as silence and oblivion was, in fact, a reflection of an alternative memory, sense of justice, and criminal wrong during and after military rule?

Beginning with her arguments on emblematic memories, Lessa routinely assumes that there is a collective memory on dictatorship in Argentina and

Uruguay that has finally triumphed as a result of the current wave of prosecutions. There is simply no evidence to support that assertion. Her analysis is both a reflection of political cultures in white, middle-class urban enclaves in Argentina and of the Kirchner presidencies, but not of sprawling, impoverished suburbs in Rosario or Buenos Aires, or in rural Argentina. In addition, Lessa draws on narratives that she assumes are collective “Argentine” memories that are only collective for the white, urban middle class. Lessa cites the false “two demons” narrative as contributing to 1980s and 1990s impunity; instead of blaming the military for violent dictatorship, guilt was also parceled out to a second demon, left-wing guerrillas. It was only when that narrative was overcome after 2003 (and blame squarely laid at the feet of military thugs) along with other “false” memories of dictatorship that a proper judicial accounting and the new round of prosecutions could begin in earnest.

Let’s leave aside whether or not working Argentines living in the one million strong, largely impoverished Florencio Varela municipality in Greater Buenos Aires ascribe or ascribed any blame for 1970s political repression to the revolutionary left. The more poignant issue is the either-or binary of two demons versus one demon, or how Lessa replicates discriminatory dichotomies in white, middle-class Argentine political culture that negate alternative narratives and memories. Nobody has ever conducted a study in which working people of colour in Varela and hundreds of other communities were asked what they remembered. Instead, a dominant narrative that accompanies that of “appropriate” remembrance (that is to say, Lessa’s emblematic memories that supposedly join Argentines and Uruguayans across class, race, and geographical boundaries in common recollection) is that those who don’t have the correct memories are ignorant, and condemned to “oblivion”.

While racialized class differences shape society throughout Latin America, unlike Guatemala and Chile, state terror in Argentina and Uruguay was not directed in the first instance at working people of color. In this context, most Argentines lived through the dictatorship not in sympathy with authoritarian rule, or especially preoccupied with whether violence came from the dictatorship or the guerrillas. Most remained distant from it in all regards and in a context where state violence was not new. It had shaped their lives before military rule, during the dictatorship, and in democracy afterward

and without significant difference. In 2007, the world champion boxer Juan Martín Coggi remembered his Friday evenings as a young teen-ager fighting in the streets of the desperately poor town of Brandsen in greater Buenos Aires. Coggi would fight all comers, men much bigger and stronger than him. He made money from accomplices in the crowd betting successfully on his improbable victories. One night in 1976, Coggi told me, people spotted a Ford Falcon and everybody ran. I asked why. He noted that everybody knew that Falcons were unmarked military task force vehicles. I asked him what happened next. Nothing, he answered. They all came back and the fight started again.

In an interview that had lasted two hours and had covered the dictatorship period, this was the first and only reference to military dictatorship touching the lives of people in Brandsen or Coggi himself. To Coggi, and millions of poor, working Argentines of colour, state terror was incidental to their lives bearing in mind long term continuities of poverty and police violence. Their memories and narratives of dictatorship remain largely unknown. Most have never been asked what they recall of 1977 or 1978, and have been told by middle-class memory-making institutions (often lionized by academics) that their memory “oblivion” is ignorance. For those who have yet to feel the impact of post-1983 transitional justice in their everyday lives, there is equivalent disdain. The architect the new, pro-human rights Argentina, president Raúl Alfonsín, died in 2009. When newspapers reported on the work of his post-dictatorship human rights heroics, one Buenos Aires resident who had lived through intense poverty and runaway inflation in the 1970s and 1980s asked me rhetorically, “I wonder if anybody at the funeral shouted, ‘hey Alfonsín, and the price of milk?’” She was evidently stuck in oblivion. ■

David M. K. Sheinin

TO WAR. A JOURNEY ALONG THE FRONT OF WORLD WAR I

Arnout Hauben & Johanna Spaey

Antwerpen: De Bezige Bij, 2013, 272 p.

Entertainment is supposed to disseminate historical knowledge to a broader audience, and I am fully aware that this unavoidably implies the loss of some nuance in favour of the genre’s entertaining aspect. The problem with Arnout Hauben and Johanna Spaey’s *Ten Oorlog. Een reis langs het front van WO I* is that its informative aspect is not subject to nuance but rather flawed by inaccuracies.

A few preliminary remarks. Reading the title raises some suspicions: the subtitle, *A Journey Along the Frontline of World War I*, implies that the focus will be solely on the Western Front in Europe, neglecting the Eastern Front, the clashes in Africa and Asia, and the war at sea. It also defines the frontline as a static given, which is an exaggeration. Yes, the Western Front may have been deadlocked for years, but the summer of 1914 and the year 1918, with both the *Kaiserschlacht* and the decisive Allied offensive, were marked by vast territorial gains and losses. In other words, “the frontline” is a biased view on a geographical abstraction – even, or especially, when one unwittingly adheres to it.

Aside from that, having seen the miniseries – I hesitate to call the television programme a documentary – and Hauben’s previous *tour de force*, a journey on foot to Compostella (both broadcast on VRT Eén), it is clear that the genres of the road trip and the pilgrimage will blend in. It is also obvious that the book’s aesthetics is heavily influenced, via the TV show, by the visual arts: TV documentaries use static shots and wide views such as the image of a horizon to depict a clear and complete overview. The question is, then, how these genres and aesthetics relate to the book’s documentary claims.

Luckily the authors are aware of their at once extensive and limited approach. They do signal that the Western Front was one of many war theatres (18) and that (Belgian) knowledge of this war is generally limited to this front (11). As such, the tales of the Italian front and the campaigns in the Balkans form an innovative inclusion for a Belgian target audience. The authors also mention the presence of Chinese labourers and of colonial troops, acknowledging that the war

was not only fought by young white men. Hence, it does away with certain clichés.

It also makes explicit claims of causality as to the influence of World War I on present-day nations, such as Canada (56) and Italy (138), in the line of John Keegan’s argumentation concerning the influence of the Somme on post-war British society in *The Face of Battle* (London: Pimlico, 2004). As such, it touches upon the relevance of the First World War and its commemoration 100 years later. Moreover, the book includes a select bibliography for those readers hungry for more information on the war theatres visited and the individuals’ life stories mentioned.

Finally, the book is unsurprisingly reader-friendly and at times attempts to include an authentic melancholic beauty. The frequent citations of ego-documents, such as letters home and diary entries, are paramount in this respect: these documents serve to undermine the contemporary war propaganda by giving a voice to its victims, wishing to illustrate the conflict’s inhumanity and futility. Of greater emotional impact is the description of an elderly couple, who lost their son in an accident and who subsequently started collecting World War I shells as a kind of coping strategy. The shells may be seen as a “transgenerational metonymical strategy”, which is ultimately, of course, doomed to fail: “De berg moet immens zijn, net zo groot als hun verdriet.” (75; “The pile must be immense, just as huge as their grief.”) The incident is a key example of what the authors attempt: one may try to come to grips with the past and fill the hole that this past has created, but ultimately the dead remain dead.

Yet this emotionally powerful insight is rendered *ad absurdum* through Hauben’s exaggerated self-identification with the soldiers on the frontlines. Empathy is a necessary attitude when undertaking a journey of this kind, but the parallels that Hauben draws between his crew and these soldiers are not. The *mise en scène* of their departure is telling: a fanfare band is playing the Last Post, while the crew of three kisses and hugs their girlfriends, wives, and children goodbye, “zoals elke jonge soldaat die in de Eerste Wereldoorlog naar het front vertrok” (23; “just like any young soldier who left for the front during World War I”).

Another scene, in which Hauben draws a parallel between the artillery fire directed at Reims in 1914 and the thunder over that city anno 2013, suggests the metaphorical construction of the journalist’s image as a would-be soldier. While this move caters to current

expectations regarding the participatory nature of television, more critical distance and attention to the historical dimension is required.

However, this problematic attitude is in my opinion not the book's greatest flaw. Even more aggravating are the numerous factual errors and contradictions. These are the byproduct of the attempt to illustrate the narrative with visual evidence. But often this leads to the usage of contradictory maps or pictures from another context, which smacks of an uncritical handling of historical sources. For example, none of the maps depicting the frontlines are dated – again implying that the frontlines did not move during four years. Also, the depiction of the frontlines east of Reims is inexact: the map (78) indicates the trenches ran from this city through Champagne-Ardenne, Lorraine and Alsace, whereas the text argues that “[h]et meest oostelijke deel van de Franse frontlinie wordt gevormd door Lotharingen” (79; “the easternmost part of the French frontline is shaped by Lorraine”). One may argue that Alsace was indeed German territory from 1871 until 1918, yet this is not indicated on the map nor mentioned in the text.

Another example of this impreciseness is the description of the Belgian sector in the frontline around Diksmuide, “illustrated” with the photograph of a British soldier in a German trench during the Battle of the Somme, two years later. (32) Finally, on at least one occasion the information provided is inaccurate: two German tourists bear witness to the destruction of Germany during World War II, supposedly by Americans in Spitfires. The authors are apparently unaware that Spitfires were British fighters, not American bombers. To the German survivors this makes no difference of course, but one might have hoped for a correction from the authors. Evidently it would not be very tactful to confront the survivors with such errors in the miniseries. The book, however, did offer the opportunity to reflect on the extensive use of eyewitness accounts in documentaries dealing with the world wars and their differing standards of historical truth.

Add some minor mistakes, such as a translation error in Rudyard Kipling's *My Boy Jack* (71) and the mention of presumably lesser-known facts without providing background information (e.g., the presence of Russian troops in Reims), and it becomes clear that this book cannot live up to its documentary claims. Yes, contradictions and conjectures are also found in documentary fiction, such as the oeuvres of W.G.

Sebald and Alexander Kluge – they even constitute the backbone of the authors' poetics. The problem with Spaey and Hauben's narrative is, however, that it does not present itself as fiction but as a reportage. Hence, the contradictions do not appear as an enlightening appeal to the reader's perspicacity. The book is rather meant as light-hearted entertainment, in line with the miniseries. The genre of the road trip is significant in this respect, as is the pilgrimage: the crew of three pays homage to those fallen and those marred during and after the war and thereby continues the tradition of regarding all those who suffered as sacrosanct. A thorough analysis of the war's causes and consequences is nearly completely absent, and the unprecedented bloody nature of the war is blamed on the high-tech art of warfare – not mentioning the treatment of POWs nor that of the civilian populations under occupation.

In spite of the inclusion of overseas troops and labourers, the (very few) Congolese troops on Belgian soil are – rather oddly – not mentioned, nor are the Moroccan or Algerian forces in the French armies, whose descendants (also) live in Belgium. Therefore, this book misses out on the unique opportunity of telling the war stories of Belgium's new citizens' ancestors. Again, they are denied access to our (Belgian) practices of commemoration. By excluding them and by adhering to the all-soldiers-are-saints narrative, the authors fail to reflect on their own commemoration practices, which is a shame. The interest of a broader audience would not have waned, since the book's road-trip structure, the inclusion of lesser known war theatres, and the various emotionally powerful anecdotes would have offered the perfect counterweight to such “dry” and uneasy remarks. Dry, because on a meta-level; uneasy, because they indicate blind spots within our view on World War I, and may hint at social debates related to ethnicity anno 2014.

In general, this book had a lot of potential, but suffered from the authors' inaccuracy and uncritical position, which undermines the credibility of their work. This is telling of a broad cultural interest for this conflict, but it also illustrates how easily such events have become persistent myths. Surely, a methodologically more sound treatment of historical sources would not have resulted in a True and Final Story. But at least it would have led to a sound interpretation of historical events. Instead, the dominating emotion afterwards is, sadly, frustration. ■

Tom Vanassche

THE SLEEPWALKERS. HOW EUROPE WENT TO WAR IN 1914

Christopher Clark

London: Allen Lane, 2012, 736 p.

2014 is not just a year like any other: it carries the commemorative weight of crisis, war, and lost generations, and, at the same time, of liberation, freedom and new beginnings. 2014 represents the janus-faced character of the modern era, where life-changing innovations evoked alongside life-terminating modern warfare. The remembrance of three significant dates in modern history brings memories to the foreground of at whose expenses and through which abhorrent lessons the world we live in today came into being. This year, we commemorate the outbreak of the First World War in 1914, the landing of the American troops on the coast of Normandy in 1944, and the breakdown of the DDR regime and the Wall in 1989. All these dates mark cornerstones in public memory of contemporary Europe, and strongly affected the global power structure. Somewhere in this triangle of 1914, 1944 and 1989, Europe was born as a reaction to the divisive forces which made mankind maneuver itself to the brink of destruction twice. The foundations were laid to the (seemingly) peaceful and prosperous world we know today.

In 2012, historian Christopher Clark published a monumental work on the origins of World War I in Europe. The catchy title *The Sleepwalkers – How Europe Went to War in 1914* already suggests that Clark seeks to break with a tradition which holds an important spot within First World War research: the almost paradigmatic effort to name a culprit, to acuminate the historical narrative towards identifying sole, dreadful and unmistakable guilt. Clark explicitly refuses to arrange the profusion of sources in a way which supports any teleological narrative. He writes: “There is no smoking gun in this story; or, rather, there is one in the hands of every major character.” (561). Accordingly, his work aims to retrace the steps which led to certain decisions in the wake of the July Crisis, and rather questions *how* the war broke out, not primarily *why*. The book reassembles a more nuanced picture of how one decision affected the other. The result of this chain

of reactions was – in its total scope and minacious outcome – unrecognizable to the key players at the time. *The Sleepwalkers* closely examines the structures of power within Europe, poses questions of where this actual power was executed and where not, and thus challenges the notion of “steadily building causal pressure” (xxvii) which led to an “inevitable” war.

In his introduction, Christopher Clark starts with the time-and-again striking statement that it only took the world 37 days from the Sarajevo assassination of Archduke Franz Ferdinand and his wife Sophie, Duchess of Hohenburg, to the unleashing of an inferno that would extinct entire generations. Introducing his study with this statement might already raise awareness within the attentive reader that this rather short time period between the event and the outbreak could just be an excerpt, a detail from an utterly more complex narrative lingering in the background. In the following, Clark describes what the historian encounters while trying to take up the manifold argumentative threads that so many before him have produced, and weave them into a cloth that lacks apologetic moments or accusatory undertakings. Faced with an oversupply of sources, which often present an undersupply of valid information, Clark describes a “world war of documents” surrounding the matter (xxii). Entire volumes of official records had been produced by officials, politicians and key decision makers even before the war was ended and the treaty of Versailles signed. These official records, however, are frequently characterized by “tendentious omissions” (xxii). Memoirs of decision makers either presented themselves to be absolutely uninformative, and even if their “little recollections” proved valuable, the protagonists were often concerned with self-justification (xxii). It is these key representatives, their roles and their position within the ephemeral, but rather obscure power structure in their respective countries that Clark carefully revisits.

The Sleepwalkers is divided into three parts. The structure already reflects the trajectory that the developing argument will undertake in the following. Part One readjusts our “common knowledge” of the Sarajevo assassination as being the point-of-origin of the first modern war. The author illuminates how symbolic events such as the assassination of the Archduke and his wife were turned into stories, which took up a life of their own and were exploited as narratives on which an ideology was built. In fact, the seed was planted long before the assassination in Sarajevo. Clark depicts the

inherent political instability within the Balkan sphere which had been a reason for international confrontations for decades. Furthermore, he sheds a light on the political tensions which arose within the surrounding states. In this first part, Clark makes it abundantly clear that the origins of war are located within continuing irredentist discourses and endeavors of Balkan nationalism in general, and South Slav nationalism in particular. The latter was informed by the fear of Serbian identity being grinded down within the multinational commonwealth of Austria-Hungary. As Clark remarks, the 20th century and the Balkan wars of the 1990s have further contributed to rendering Serbian nationalism a “historical force of its own right”. Part Two continues the development of Clark’s argument by a dissecting of maps, alliances, and international relations. The narrative skillfully establishes a pattern of ententes and alliances, and shows how they shifted throughout the development of the crisis. Indeed, the *German-Austrian Treaty*, the Franco-Russian Alliance of 1894, the *Entente Cordiale* between France and Britain in 1904, and the convention of 1907 between Britain and Russia, are structures whose allegedly indubitable relations are only visible in retrospect. Part Three counts down the days and recounts the last decisions (or decisions that were not taken) which led to the outbreak of a war which was framed to be highly improbable.

As Thomas Laqueur (‘Some Damn Fooling Thing’, *London Review of Books* 35(23), 2013) has also observed, the title *The Sleepwalkers* does not support the point that Clark is making here. In his introduction, Clark explicitly mentions the “watchful calculated steps” that decisions makers undertook in the months and weeks preceding the outbreak of the war (xxvii). These “calculated steps” do neither constitute sleepwalking, as far as my understanding of the concept goes, nor did Clark make any attempts to exonerate the protagonists from failing to take conscious decisions. Nevertheless, Christopher Clark is a master of his sources, balances and counterbalances them marvelously, concerned with representing scenes and episodes in an almost artistic manner. The narrative is constructed not to topple over a language that keeps the reader at a scientific distance. The author balances the proportion between developing his theory, his argument, and thus deploying methodology – and the steady flow of his beautiful prose. Given that Clark’s point is that he sought to expose the layers of agency in *The Sleepwalkers*, his narrative is saturated with agency of the

historian. However, Clark touches upon the role of the historian only in passing. He acknowledges that access to First World War narratives and the conclusions that we contemporaries draw are a matter of viewpoint, social and scholarly contexts, and experiences we (re)make. A discussion of his role, that of the historian, as an architect of history *in the making* seems utterly absent. Clark’s work contributes to deconstructing the master narrative of exclusive German guilt. That is in itself a very postmodern endeavor, though something which Clark is unaware of or does not consider it important enough to elaborate on. The question of guilt is closely connected to German self-awareness and identity construction. Certain aspects of national identity were constructed as a reaction to this question. Clark mentions the Fischer school and the effects this debate had on the reevaluation of Nazism and the Third Reich. A commentary from the author on the disruptive, yet constructive potential of his work, remains absent.

In his introduction, Clark already makes one of the most interesting points. He reframes the First World War as a “modern event”. A modern crisis, in his terms, is characterized through the existence of “suicide bombers and a cavalcade of automobiles” (xxv), thus reminding us of the acts of terror which so profoundly shook the world during the 2000s. He goes on:

Behind the outrage of Sarajevo was an avowedly terrorist organization with a cult of sacrifice, death and revenge; but this organization was extra-territorial, without a clear geographical or political location, it was scattered in cells across political borders, it was unaccountable, its links to any sovereign government were oblique, hidden and certainly very difficult to discern from outside the organization. Indeed, one could even say that July 1914 is less remote from us – less illegible – now than it was in the 1980s. (xxv)

Yes, modern warfare, if you may, is characterized through scattered groups which base their *raison-d’être* on rather conservative world views and rigid morals, pretending to defend their formative principles. Clark’s modern enemy has become abstract, impersonal, a sleeper or fanatic amidst us. Clark did find some striking similarities between the Black Hand of Serbia and the suicide warriors of the 21st century. However, first and foremost, in my opinion, the July Crisis is a modern event, because it already entailed the doom of

the national concept. It heralded the end of the nation, for it carried the seed of supranational structures. As Clark has convincingly shown, the key decision makers in 1914 were caught between alliances on the one hand, forged to prevent intrusions into the respective national sphere, and competing interests within these alliances on the other. As a consequence, the entire system became not only unpredictable, but also, paradoxically, posed a looming threat to itself. It was characterized through mutual distrust and an ambiguity in behavior that could only lead to uncertainty at best.

That in itself might not be a surprise or an extraordinary conclusion, but it already opens up a range of new readings and classifications of the origins of war, in particular with regard to contemporary controversy over the shape of the European Union. Europe is a result of many of the aspects that Clark reiterates; it is a supranational structure which seeks to bridge national interests and provide an overarching peaceful narrative that was absent in the years preceding the outbreak of the war. That doesn’t alter the fact that the European founding narrative has become more and more contested. In 2014, Russian neo-imperialism or Putin’s opportunism has led the European realm at the brink of another “improbable” crisis. The Russian government was in fear that an association treaty between the Ukraine and the EU might lead to a furthering of power imbalances for the benefit of the Western culture, and to a strengthening of perceived European hegemony. As a consequence, Putin intervened and forcibly annexed the Crimea. The EU is clearly struggling to establish a common attitude towards this situation.

The recent success of anti-European populism casts another dark cloud over the EU project, pointing at an unsettling tendency to reiterate the concept of nationalism. Whilst one may share or deny some of the issues that people may have with the Euro-

pean union, one aspect remains striking: although we might find ourselves in the era of many “posts” – post-modernism, postcolonialism, postfeminism – the idea of the nation is by no means dead. The threat to stop sacrificing national superiority and independence on the altar of the European community became a mighty currency when the European (financial) system found itself standing at the abyss. The foreshadowing of countries being ready to restrain the influence of the EU on national sovereignty disturbingly reminds us of how the alleged certainty of alliances was watered down in the weeks preceding the war. Clark claims that supranational institutions which today set the framework of policy making were non-existing in 1914, and that the international system as a whole became unpredictable due to mutual distrust and ambiguous politics. In the European crisis we encounter today, many of those counterforces are identifiable, and the inter-relationships between the European players are again oscillating between interdependency and competing national interests. Although the public opinion seems to remain against European intervention in the Ukrainian crisis, and a war today is framed as being beyond improbable, the conclusions that Christopher Clark has reached alarmingly remind us of the reasons why Europe exists today in the first place, and has all the right to continue doing so.

Of course, the publication of *The Sleepwalkers* predates the Ukrainian crisis. Nonetheless, one might still want to pose these question to Christopher Clark: What are the implications of his work for the post-modern tendency to revisit the national concept? What is the role of the historian in constructing and contesting master narratives and collective identities? What meaning do his findings hold for those structures which were a direct result of the World Wars? ■

Hanna Teichler